



Assemblée générale

Soixante-dixième session

65^e séance plénière

Lundi 30 novembre 2015, à 10 heures
New York

Documents officiels

Président : M. Lykketoft. (Danemark)

En l'absence du Président, M. Alrowaiei (Bahreïn), Vice-Président, assume la présidence.

La séance est ouverte à 10 h 5.

Point 39 de l'ordre du jour

La situation en Afghanistan

Rapport du Secrétaire général (A/70/359)

M. Saikal (Afghanistan) (*parle en anglais*) : Je tiens tout d'abord à remercier tous les États Membres de leur appui unanime au projet de résolution, intitulé « La situation en Afghanistan » (A/70/L.23). Nous sommes particulièrement reconnaissants à l'Ambassadeur d'Allemagne, M. Harald Braun, ainsi qu'à son équipe pour le travail ardu de rédaction qu'ils ont effectué et leur généreuse contribution aux négociations. Étant donné la situation mondiale actuelle, et le fait que l'Afghanistan est à l'avant-garde de la lutte contre le terrorisme, un consensus et un appui unanimes au niveau mondial sont essentiels au triomphe des valeurs internationales de tolérance et de coexistence sur la terreur et l'extrémisme violent. Nous espérons que ce projet de résolution guidera les États Membres dans leur examen des défis immenses qui se posent à l'Afghanistan.

Avant d'aborder plus avant la situation actuelle en Afghanistan, j'aimerais inviter chacun ici à se rappeler l'Afghanistan de 2001. Des décennies d'invasions et d'ingérence étrangères ont conduit à une instabilité politique qui a laissé le pays en ruines. Les résultats obtenus au cours du long chemin que nous avons

parcouru ensemble depuis 2001, en donnant la priorité à la reconstruction et à la transformation du pays, ont été spectaculaires. Malgré des défis persistants, les progrès accomplis par l'Afghanistan ces 15 dernières années sont un symbole de coopération internationale, ce dont les Afghans sont particulièrement reconnaissants. En effet, nous devrions tous être fiers des résultats obtenus sans précédent dans l'histoire de l'Afghanistan et qui n'auraient pas été possibles sans l'appui et le dévouement constants de l'ONU. Désormais, il est primordial que nous travaillions ensemble à consolider et pérenniser ces acquis. Je m'exprime aujourd'hui devant l'Assemblée en tant que représentant d'un Afghanistan transformé, muni d'un mandat populaire solide et nourrissant de fortes attentes vis-à-vis de cette instance mondiale, l'ONU.

À bien des égards, 2015, année de l'après-transition, a été riche en événements pour l'Afghanistan, avec de grands défis, quelques opportunités et quelques lueurs d'espoir d'un avenir meilleur. La sécurité, la stabilité politique et le processus de paix en Afghanistan sont interdépendants et lourds de conséquences tant pour la stabilité aux niveaux national, régional et international que pour l'architecture géopolitique en général.

L'année 2015 a été pour l'Afghanistan l'année la plus sanglante depuis 2001, avec une forte augmentation des victimes civiles et militaires. Nous avons subi un nombre élevé d'attaques de la part des Taliban, notamment du réseau Haqqani, d'Al-Qaïda, de l'État islamique d'Iran et du Cham, aussi appelé Daech, de

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>).

15-39427(F)



Document adapté

Merci de recycler



la faction Hekmatyar et d'autres groupes extrémistes. Le pire a été atteint en septembre dernier lorsque les Taliban se sont emparés provisoirement de la ville de Kunduz, où ils ont avec des centaines de terroristes internationaux fait régner la terreur sur la population. Ceux qui ont orchestré de l'étranger les attaques les plus terribles de cette année ont profité de trois facteurs : premièrement, le retrait des forces internationales et la profonde conviction des terroristes que leur attaques provoqueraient l'effondrement du système politique; deuxièmement, les retards et le manque de coordination des opérations antiterroristes menées par le Pakistan et l'Afghanistan, qui ont permis l'intrusion de terroristes internationaux sur notre territoire et, troisièmement, la polarisation sur la transition politique de 2014, avec ses deux tours de scrutin, qui a perturbé quelque peu la gestion des affaires publiques.

Parallèlement à ces menaces, en 2015, l'Afghanistan a continué de subir les attaques régulières des Forces de sécurité pakistanaises le long de la Ligne Durand, en violation flagrante de la souveraineté et de l'intégrité territoriale du pays. Depuis des tirs d'artillerie intensifs contre nos provinces de l'est, qui ont fait de nombreuses victimes parmi la population civile et la police des frontières, nos citoyens vivent dans la peur. En référence à l'Article 33 de la Charte des Nations Unies, nous avons débattu de cette situation avec le Gouvernement pakistanais, mais aucune décision n'a été prise pour y remédier.

Cette année, les Forces de sécurité afghanes ont dû relever seules ces défis, les partenaires internationaux ne jouant qu'un rôle de soutien. Face à l'ampleur de ces menaces, nos forces sont sollicitées à l'excès, tandis que nos policiers participent activement à la lutte contre le terrorisme. Nous avons remporté de beaux succès lorsque nous avons bénéficié d'une couverture aérienne, mais le manque d'effectifs aériens efficaces et d'autres appuis a entraîné de nombreuses pertes. Avec l'arrivée de l'hiver, les combats ont cessé provisoirement.

Les Forces de sécurité afghanes sont parvenues à préserver quelque peu l'Afghanistan en repoussant la presque totalité des attaques, avec courage, compétence et résistance. L'épisode de Kunduz a mis à l'épreuve notre détermination nationale, mais il a aussi resserré les liens entre la population civile et nos courageuses forces de défense. Les groupes terroristes ont peut-être progressé à court terme, mais ils n'ont aucune chance de gagner du terrain et de conserver leurs acquis. Les Forces de sécurité afghanes ont naturellement besoin de

temps et d'appuis efficaces pour affronter l'ennemi. À cet égard, nous nous félicitons de ce que les États-Unis aient annoncé, en octobre dernier, leur volonté d'appuyer nos forces de sécurité et les opérations antiterroristes au-delà de 2016, et nous espérons que les autres membres de l'OTAN appuieront cette initiative au cours de la prochaine réunion des ministres des affaires étrangères de l'OTAN à Bruxelles, ce qui permettrait de lutter contre les bases de repli des terroristes et de renforcer le partenariat de sécurité de l'OTAN avec l'Afghanistan.

Il convient de noter que sans une planification extérieure, un soutien logistique, des bases de repli, des armes en abondance et le recours aux attentats-suicides, les éléments afghans des Taliban ne seraient qu'un groupe politique parmi d'autres dont les revendications pourraient être facilement satisfaites par la Constitution et les processus politiques légitimes. L'appui extérieur fourni aux Taliban et à d'autres groupes terroristes est avant tout motivé par une rivalité régionale, par l'angoisse et le soupçon excessifs et injustifiés d'un État face aux relations tout à fait classiques que son rival pourrait entretenir avec l'Afghanistan. Cela a donné lieu à une politique détestable consistant à recourir à des intermédiaires violents pour poursuivre des objectifs politiques, renforçant de manière significative la méfiance entre le Pakistan et l'Afghanistan et donnant une bouffée d'oxygène au terrorisme.

Le processus de paix ne portera ses fruits que si ces questions sont abordées dans un état d'esprit radicalement différent. Nous appelons le Pakistan à multiplier les contacts bilatéraux directs avec l'Afghanistan, loin des tensions avec d'autres États. Il est temps de créer une enceinte spéciale où les représentants authentiques des deux pays pourront traiter de ce manque de confiance et avoir une coopération de bon voisinage, amicale et durable. C'est alors seulement que le processus de paix pourra progresser.

L'Afghanistan a pris de nombreuses initiatives pour renforcer la confiance avec le Pakistan. Il y a un an, le Président Ghani s'est rendu au Pakistan à l'occasion d'une de ses premières visites à l'étranger. Dans un élan sans précédent, nous avons envoyé une petite équipe de responsables de la sécurité pour suivre une formation au Pakistan. Nous étions prêts à débattre de procédures opérationnelles permanentes pour la gestion de la sécurité sur la Ligne Durand et à approuver la coordination des opérations militaires. Nous avons rédigé un livre blanc reflétant nos vues sur l'amélioration des relations entre les deux pays. En réponse, avec le

soutien de la Chine et des États-Unis, le Pakistan s'est proposé d'appuyer les pourparlers de Muree entre les représentants du chef des Taliban et le Gouvernement afghan. Mais nous nous sommes vite rendu compte que nous négocions avec les représentants d'un dirigeant décédé deux ans auparavant dans un hôpital de Karachi au Pakistan. Il apparaît donc clairement que nos initiatives visant à renforcer la confiance souffrent d'un manque de réciprocité.

Le Gouvernement d'union s'est fixé deux objectifs : premièrement, la poursuite du processus de paix grâce à des efforts nationaux et internationaux et, deuxièmement, le renforcement des capacités de l'Afghanistan en matière de sécurité afin qu'il puisse défendre son peuple et garantir la sécurité de la région et du monde. La mise en œuvre de la quasi-totalité des dispositions de l'accord de septembre 2014 sur le Gouvernement d'union nationale a déjà permis d'améliorer la stabilité politique en Afghanistan. Le Président Ghani et le Chef de l'exécutif, M. Abdullah, ayant beaucoup progressé dans la mise en œuvre de cet accord, nous constatons une amélioration continue dans les secteurs de la sécurité et du développement.

La bonne gouvernance, le respect de la primauté du droit, la promotion et la sauvegarde des droits de l'homme pour tous sont essentiels pour renforcer les capacités internes de notre nation. Le rétablissement de la crédibilité du processus électoral fait partie intégrante de la cause de la démocratisation. Cette année, nous avons mis en place la Commission spéciale sur la réforme électorale et avons commencé à mettre en œuvre ses recommandations au niveau gouvernemental.

La lutte contre la corruption et le rétablissement de l'intégrité du système judiciaire de l'Afghanistan sont des objectifs fondamentaux pour notre Gouvernement. Une justice fiable répondant aux besoins de sa population, indépendamment de l'origine ethnique, de la langue ou de l'identité sexuelle, est la condition *sine qua non* de toute démocratie. C'est pourquoi nous avons procédé à un examen systématique du fonctionnement de la justice dans l'ensemble du pays. Cette année, de nombreuses femmes juges sont entrées en fonction.

Si l'on songe aux violations graves des droits de l'homme dont elles ont été victimes en Afghanistan, la promotion des femmes aux postes de responsabilité revêt une importance particulière. Notre peuple a été l'objet de terribles actes de brutalité cette année, parmi lesquelles la décapitation de ressortissants afghans par des groupes terroristes et la lapidation de femmes. Les

femmes doivent être protégées contre les violences qu'elles subissent de façon permanente, ce qui suppose qu'elles bénéficient d'une sécurité renforcée. Nous sommes déterminés à mettre en œuvre la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité sur les femmes et la paix et la sécurité.

Nous mettons également l'accent sur une réforme en matière d'octroi de services dans les secteurs de la santé préventive, de l'accès à une éducation de qualité, de la fourniture d'eau et d'électricité, ainsi que pour les retours et les personnes déplacées à l'intérieur du pays.

Les questions liées à notre développement socioéconomique ne seront traitées que si nous nous attaquons à notre déficit budgétaire, à notre taux de pauvreté de 36 % et à notre taux de chômage de 50 %. Telles sont les priorités fondamentales de notre plan de réforme axé sur l'autonomie. Notre situation économique s'est dégradée en raison d'une économie de guerre en déclin, du départ des troupes étrangères et de la diminution de l'aide étrangère. Nous demandons aux États Membres de renouveler leur soutien financier de façon que nous puissions continuer à utiliser ces fonds pour augmenter les revenus de notre population et augmenter notre revenu national. La rationalisation de l'approvisionnement a déjà permis de renforcer la transparence. Nous avons lancé un programme national sur l'emploi axé sur la création d'emplois au travers de plusieurs initiatives dans les secteurs de l'agriculture, de l'irrigation, de l'élevage, de l'énergie, du logement, de l'environnement et du développement rural. Nous appuyons les efforts des petites et moyennes entreprises et nous nous efforçons d'attirer les investisseurs, afin de relancer la production locale et, à terme, de transformer notre économie reposant sur les importations en une économie fondée sur la production locale.

Quatre catégories d'Afghans sont associés à la crise des réfugiés – premièrement, ceux qui arrivent en Europe et constituent le deuxième groupe de réfugiés le plus important après les Syriens; deuxièmement, ceux qui sont réfugiés depuis de nombreuses années au Pakistan et en Iran; troisièmement, ceux qui veulent partir pour des raisons économiques et de sécurité et, quatrièmement, ceux qui font partie de la diaspora afghane dans les pays développés mais qui désormais vivent dans la peur de la vengeance après les attentats terroristes et l'aggravation de l'islamophobie. En ce qui concerne les deux premières catégories, l'obligation des pays d'accueil de protéger les réfugiés en vertu de la Convention de 1951 est primordiale. S'agissant de la

troisième catégorie, la communauté internationale doit faire davantage pour assurer la paix, la stabilité et la prospérité économique de l'Afghanistan et éviter ainsi que nos ressortissants quittent le pays. La quatrième catégorie exige des États Membres qu'ils fassent front commun contre l'extrémisme violent et le terrorisme et qu'ils rejettent l'appel des extrémistes à une rupture entre l'Islam et l'Occident. Le Président Ghani se trouve actuellement en Europe, pour renforcer la coordination internationale dans la guerre contre le terrorisme, nos relations bilatérales et le traitement approprié des réfugiés.

Étant donné la situation géopolitique de l'Afghanistan au sein des puissances régionales et mondiales, la coopération régionale revêt pour nous une importance particulière. Pour cela, il faut renforcer cette coopération sur les plans sécuritaire, politique, économique et social avec les États voisins et limitrophes. L'Afghanistan participe actuellement à deux processus de dialogue régionaux, celui d'Istanbul sur l'aspect politique et sécuritaire, mieux connu sous le nom de Processus d'Istanbul sur la sécurité et la coopération au cœur de l'Asie, dont la cinquième réunion ministérielle aura lieu la semaine prochaine à Islamabad, et celui de la Conférence sur la coopération économique régionale, qui a tenu sa sixième conférence ministérielle à Kaboul en septembre dernier. Nous poursuivons également des objectifs régionaux communs par le biais des organisations et des programmes régionaux existants.

Les Taliban et les divers groupes terroristes tirent profit du lien évident entre la criminalité organisée, le terrorisme et la production d'opium. Nous avons récemment adopté le Plan d'action national contre les drogues, qui intègre d'autres formes de culture ainsi que des programmes portant sur la prévention, l'accès aux traitements et l'élimination des drogues dans le cadre d'un effort plus vaste visant à renforcer la bonne gouvernance, le développement économique et la sécurité. Je tiens cependant à rappeler que les drogues représentent une menace à l'échelle mondiale et que, par conséquent, une coopération accrue entre l'Afghanistan, ses voisins et ses partenaires internationaux est indispensable à la mise en œuvre d'une stratégie efficace d'élimination des drogues.

En une période marquée par une recrudescence des conflits, avec son lot quotidien d'attaques et de victimes, il est difficile de ne pas perdre patience face à la lenteur du processus de transformation. Force est cependant de constater que notre pays a parcouru un

long chemin depuis ses heures les plus sombres. Étant donné que l'Afghanistan est depuis 2001 un symbole de coopération internationale, tout échec de sa part aurait de lourdes conséquences au niveau mondial. C'est pourquoi je tiens à renouveler ma sincère reconnaissance à tous les États Membres qui accompagnent l'Afghanistan sur la voie de la démocratie, de la liberté et du développement. Je tiens à rappeler à chacun que notre décennie de transformation vient à peine de commencer. La paix en Afghanistan ne commence ni ne finit à Kaboul, elle exige l'engagement constant de nos partenaires régionaux et internationaux d'œuvrer ensemble à la réalisation de cet objectif.

Le Président par intérim (*parle en arabe*) : Je donne maintenant la parole à l'observateur de l'Union européenne.

M. Vrailas (Union européenne) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de prendre la parole au nom de l'Union européenne et de ses États membres. La Turquie, l'ex-République yougoslave de Macédoine, le Monténégro, la Serbie et l'Albanie, pays candidats; la Bosnie-Herzégovine, pays du Processus de stabilisation et d'association et candidat potentiel; ainsi que l'Arménie et la Géorgie, s'associent à cette déclaration.

Je tiens à remercier le Représentant permanent de l'Afghanistan de sa déclaration. Je remercie également les délégations qui ont pris part aux consultations sur le projet de résolution A/70/L.23, en particulier l'équipe allemande qui a si habilement facilité les négociations. Nous espérons qu'il sera adopté une fois encore par consensus.

Au cours de la décennie écoulée, l'Afghanistan a fait des progrès considérables aux niveaux politique, sécuritaire, économique et de son développement. Le projet de résolution soumis à l'examen de l'Assemblée générale met en relief la plupart de ces avancées, dont le mérite revient à l'Afghanistan et au peuple afghan. Mais ces progrès sont fragiles et les principales difficultés demeurent. Dans notre déclaration au cours du débat que le Conseil de sécurité a consacré à l'Afghanistan en septembre dernier (voir S/PV.7526), nous avons souligné le rôle joué par les institutions en Afghanistan ainsi que par le nouveau cadre d'autonomie et de responsabilité mutuelle, qui constitue un jalon important et fournit un calendrier pour la mise en œuvre des domaines d'action prioritaires. Cela nous permettra d'accélérer le rythme des réformes, assurer leur mise en œuvre effective et fournir une aide plus efficace.

L'insécurité croissante menace les progrès réalisés sur le plan de la stabilisation du pays et reste un motif de vive préoccupation. Ces derniers mois, nous avons assisté à un nouvel exode massif de réfugiés et de migrants en provenance d'Afghanistan. Le Gouvernement afghan doit de toute urgence, avec l'appui de la communauté internationale et de tous les acteurs régionaux, garantir un environnement sûr et stable. Il est crucial que le peuple afghan reprenne confiance dans son avenir. La mise en œuvre de réformes destinées à offrir des perspectives économiques sera tout aussi importante que l'amélioration de la faculté de l'État à offrir des services de base, préserver les droits de l'homme et convenir d'une réforme crédible et rapide du système électoral.

L'insécurité et l'instabilité sont également attisées par la production et le trafic illicites de stupéfiants, qui reste une source de vive préoccupation pour l'Union européenne et qui sont lourds de conséquences pour l'Afghanistan, si l'on en juge par les taux de surconsommation au sein de la population, l'accroissement de l'économie illicite, la corruption des institutions et le terrorisme financier international. L'Union européenne se félicite de l'adoption récente du Plan d'action national contre les drogues et appelle à sa mise en œuvre rapide et efficace. Nous encourageons le Gouvernement afghan à continuer d'adopter une approche équilibrée et intégrée, avec le plein appui de la communauté internationale, et en coopération avec l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et d'autres cadres internationaux pertinents, tels que l'Initiative du Pacte de Paris.

L'Union européenne reste engagée vis-à-vis de l'Afghanistan et, comme nous l'avons déjà annoncé, nous aurons l'honneur d'accueillir la prochaine conférence ministérielle à Bruxelles, les 4 et 5 octobre 2016. L'avenir de l'Afghanistan est subordonné à l'engagement continu de la communauté internationale. La conférence de Bruxelles de 2016 sera un moyen efficace d'obtenir un soutien politique et financier indispensable dans l'ensemble de la région, ainsi qu'à l'intérieur de l'Afghanistan. Cet appui international exceptionnel devra rencontrer l'engagement tout aussi résolu du Gouvernement afghan de réformer et de transformer le pays. Les conséquences d'un désengagement, comme nous l'avons amèrement constaté dans d'autres régions, seraient d'un coût autrement plus important.

Le respect des droits de l'homme, notamment en ce qui concerne la situation des femmes et des filles,

a considérablement évolué au cours de la dernière décennie. Cela mérite d'être salué. Mais il reste encore beaucoup à faire, et cela exige des efforts continus. L'Union européenne se félicite du lancement du Plan d'action national 2015-2022, conformément à la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité sur les femmes, la paix et la sécurité, et appuie pleinement le Gouvernement d'union nationale dans ses efforts avec la mise en place d'un programme spécial d'appui à la mise en œuvre de ce plan. Nous devons préserver les acquis obtenus par les femmes afghanes depuis la chute du régime des Taliban, car leur participation active à la reconstruction de l'État reste déterminante. Afin de renforcer l'autonomisation des femmes et leur participation pleine et entière à tous les secteurs de la société, nous souhaitons que les femmes participent activement aux négociations portant sur l'avenir de leur pays.

Il est important aussi que le projet de résolution présenté par l'Assemblée générale reconnaisse les risques encourus par les défenseurs des droits de l'homme en Afghanistan. Ces personnes, ces groupes et ces organisations de la société civile jouent un rôle central dans la protection et la promotion des droits d'autrui, souvent au prix de risques élevés. Le projet de résolution condamne à juste titre les violences commises à leur encontre.

Après des progrès impressionnants enregistrés au cours de la décennie écoulée, les perspectives économiques de l'Afghanistan demeurent incertaines. Les sources de la demande globale se feront plus rares dans l'avenir. Les investissements et les services resteront un moteur important de la croissance, de même que les transferts internationaux connexes. D'où la nécessité impérieuse d'améliorer le climat des affaires et des investissements et de renforcer le commerce interrégional et les infrastructures, car cela profitera à tous les pays de la région. Nous soutenons tous les efforts visant le maintien et l'amélioration des relations régionales.

Afin de rompre le cercle vicieux de la fragilité, de la pauvreté, de la violence et de l'extrémisme, il n'y a pas d'autre choix que de renforcer la coopération régionale, qu'il s'agisse de la coopération commerciale et énergétique, de la protection des minorités, de la promotion des droits de l'homme ou de la lutte commune contre des groupes de militants qui tuent sans discernement et sans respect des frontières internationales. Pour cela, tous les acteurs régionaux

devront apporter un soutien politique et financier concret. L'Union européenne continuera d'appuyer pleinement le Processus d'Istanbul sur la sécurité et la coopération au cœur de l'Asie et attend avec intérêt la réunion ministérielle du 9 décembre à Islamabad.

Il importe que la communauté internationale demeure résolue dans son engagement à accompagner l'Afghanistan dans la réalisation de progrès à long terme dans le pays. De notre côté, nous continuerons d'appuyer le processus de transition afin de favoriser l'avènement d'une société pleinement autonome, pacifique, démocratique et prospère, dans l'intérêt de tous les Afghans.

M. Samuelian (Arménie) (*parle en russe*) : J'ai l'honneur de prendre la parole aujourd'hui au nom des États membres de l'Organisation du Traité de sécurité collective (OTSC) – République du Bélarus, République du Kazakhstan, République kirghize, République du Tadjikistan, Fédération de Russie et République d'Arménie. Les États membres de l'OTSC expriment leur inquiétude face à la détérioration continue de la situation en Afghanistan, en particulier dans les régions nord, en raison des activités croissantes de groupes affiliés à l'État islamique d'Iraq et du Levant dans ce pays. Dans le contexte d'une réduction du nombre de contingents étrangers, le conflit armé en Afghanistan s'intensifie avec une vigueur renouvelée, entraînant la perte de nombreux civils.

Nous appelons les autorités afghanes, avec le soutien des donateurs étrangers et des fournisseurs de contingents militaires, à renforcer leur lutte contre la production et la circulation de drogues en Afghanistan. Nous sommes favorables à des négociations de paix dirigées par les Afghans, conformément aux régimes de sanctions du Conseil de sécurité et à la triade des principes de réconciliation nationale. Nous appelons de nos vœux la poursuite et le développement progressif de la coopération entre l'Afghanistan, le secrétariat de l'OTSC et ses États membres.

M. Braun (Allemagne) (*parle en anglais*) : L'Allemagne souscrit à la déclaration que vient de prononcer l'observateur de l'Union européenne.

Une fois encore, j'ai eu l'honneur d'être pour l'Allemagne le rédacteur du projet de résolution A/70/L.23, qui est l'expression concrète de l'appui apporté à l'Afghanistan et à son peuple par l'ensemble des Membres de l'ONU.

La première année de la décennie de transformation a été synonyme de bien des difficultés pour le Gouvernement et le peuple afghans. Le chemin vers l'autonomie ne sera pas sans embûches, mais la communauté internationale se tiendra au côté de ses partenaires afghans dans leur marche vers un avenir stable et prospère. Ensemble, nous avons pris de nombreuses mesures positives au cours de ces 14 dernières années. L'espérance de vie a considérablement augmenté, les décès maternels ont reculé de façon importante et 9 millions de garçons et de filles ont désormais accès à l'enseignement primaire. Nous sommes résolus à préserver ces acquis. Nous débattons de nouvelles mesures avec le Président Ashraf Ghani au cours de la visite officielle qu'il effectuera demain en Allemagne.

Au début de cette année, les Forces de défense et de sécurité afghanes ont assumé l'entière responsabilité de la sécurité de leur pays. Elles ont fait preuve d'une remarquable résilience. Nous sommes néanmoins préoccupés par la détérioration de la sécurité dans certaines régions. Nous déplorons le nombre croissant des pertes civiles du fait d'actes terroristes lâches et de combats incessants. Nous déplorons également les nombreuses pertes humaines parmi les Forces de défense et de sécurité afghanes dans la lutte qu'elles livrent contre les factions antigouvernementale pour faire respecter le droit et l'ordre. Cette situation sécuritaire difficile est l'une des raisons principales du départ de nombreux Afghans – jeunes et éduqués – dont le pays a tant besoin pour sa reconstruction et son développement économique. Il faut arrêter et inverser cette tendance à la fuite des cerveaux, dans l'intérêt de tous mais plus particulièrement de l'Afghanistan, qui doit offrir à son peuple des perspectives d'avenir dans son propre pays.

Nous encourageons donc vivement le Gouvernement afghan à accélérer son programme de réformes. La mise en œuvre de réformes aux niveaux politique et économique et la lutte contre la corruption revêtent une importance capitale, au même titre que le principe de responsabilité mutuelle. L'Allemagne reste attachée à la défense de la paix et de la stabilité en Afghanistan. Nous continuerons de lui fournir une aide financière et de soutenir les Forces de défense et de sécurité afghanes dans les années à venir. La semaine dernière, le Parlement allemand a voté la poursuite, pour un an, de son engagement militaire en Afghanistan dans le cadre de la mission Soutien résolu et décidé d'augmenter ses contingents d'environ 1 000 soldats.

Une paix durable en Afghanistan ne pourra être instaurée par la seule voie militaire, seul un processus politique ouvert permettra d'atteindre cet objectif. C'est pourquoi nous nous félicitons des pourparlers de paix directs qui ont eu lieu cette année et exhortons tous les acteurs afghans à participer sans plus attendre au processus de paix et de réconciliation. Nous en appelons plus particulièrement aux États voisins de l'Afghanistan afin qu'ils appuient sans réserve une solution politique durable en Afghanistan et fassent front commun contre la violence et le terrorisme. Un Afghanistan stable exige la stabilité de l'ensemble de la région, et inversement. Nous saluons les efforts déployés par le Gouvernement afghan pour resserrer davantage ses liens avec ses voisins, notamment dans le cadre du Processus sur la sécurité et la coopération au cœur de l'Asie, que l'Allemagne et d'autres pays amis continueront d'appuyer.

Je tiens à assurer l'Assemblée que l'Allemagne se tiendra au côté de l'Afghanistan au cours de cette période de transition essentielle, et nous appelons l'ensemble des membres à faire de même.

M^{me} Sison (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Je remercie mes collègues de leur appui sans faille à l'Afghanistan. Aujourd'hui, j'aimerais souligner l'importance des progrès accomplis par le Gouvernement afghan et l'engagement de la communauté internationale à l'égard du peuple afghan. La voie qui mène à la paix et à la stabilité demeure un défi à relever pour l'Afghanistan. Le peuple afghan vit encore sous la menace des Taliban, des terroristes internationaux et d'autres groupes et criminels extrémistes violents. Le système électoral afghan nécessite une réforme de fond. La croissance économique doit augmenter. La corruption et les violations des droits de l'homme sont des sujets de vive préoccupation. Pourtant, face à de tels défis, il est clair que des avancées extraordinaires continuent d'être accomplies en Afghanistan. Ces avancées doivent être préservées et le seront.

Tel a été l'objet de la réunion de haut niveau à laquelle ont participé le Secrétaire d'État des États-Unis, M. John Kerry, le Ministre chinois des affaires étrangères, M. Wang Yi, et le Chef de l'exécutif afghan, M. Abdullah Abdullah, en marge de l'Assemblée générale des Nations Unies. La communauté internationale doit s'engager à consolider les acquis obtenus par le Gouvernement afghan et à l'accompagner sur la voie de la paix, de la stabilité et de la croissance économique pour l'ensemble de la région. La gouvernance et le développement demeureront les

fondements de la stabilité et du progrès en Afghanistan. Nous continuerons d'appuyer le Président Ghani et le Gouvernement d'union nationale dans la mise en œuvre des réformes fondamentales. Nous nous félicitons de la nomination de nouveaux gouverneurs de provinces, et nous encourageons le Président Ghani à poursuivre ses efforts pour lutter contre la corruption, renforcer les institutions, mener à bien les réformes et préserver l'état de droit.

Sur le plan économique, le Gouvernement a donné la priorité au développement de la connectivité à l'échelle de la région, ce dont nous nous félicitons. De nombreuses initiatives sont en cours dans les domaines de l'énergie, du commerce et des infrastructures, notamment le projet d'approvisionnement en hydroélectricité (CASA-1000). Nous espérons que lors de la Conférence sur la sécurité et la coopération au cœur de l'Asie, prévue à Islamabad en décembre prochain, nous réfléchirons ensemble à de nouveaux moyens de mettre en œuvre un programme économique régional global.

Comme le Président Obama l'a déclaré le mois dernier, notre engagement à l'égard de l'Afghanistan et de son peuple ne faiblit pas. Nos forces participent à deux missions spécifiques mais cruciales : formation, conseil, assistance aux forces afghanes et appui aux opérations antiterroristes, pour faire en sorte que l'Afghanistan ne serve plus jamais de refuge au terrorisme. Le projet de résolution A/70/L.23 est un exemple de responsabilité commune, aussi appuyons-nous son adoption. Il est primordial que la communauté internationale réaffirme son engagement en faveur d'un avenir prospère et pacifique pour l'Afghanistan et lance un message de soutien fort à son Gouvernement, et par-dessus tout à son peuple, qui a tant souffert.

Mon gouvernement se réjouit à l'idée de travailler l'année prochaine avec les différentes coalitions d'amis et de partenaires de l'Afghanistan afin de planifier la mise en œuvre des engagements politiques, économiques et de sécurité contractés par la communauté internationale à l'égard de l'Afghanistan. Deux conférences, l'une à Varsovie, en juillet, et l'autre, à Bruxelles, en octobre, permettront de confirmer cet engagement. L'opiniâtreté du peuple afghan et sa volonté indéfectible d'offrir un avenir meilleur à ses enfants nous démontrent ce qu'un Gouvernement afghan fort peut accomplir avec le soutien de la communauté internationale. Encore tout récemment, les filles afghanes n'avaient pas ou peu accès à l'enseignement scolaire. Aujourd'hui, des millions de filles sont scolarisées. C'est important, car

il est prouvé que l'accès des filles à l'enseignement est l'une des clefs essentielles du progrès pour un pays. Il est important aussi que les femmes afghanes, autrefois confinées chez elles, puissent être aujourd'hui membres d'un gouvernement, parlementaires, juges, responsables de sécurité ou chefs d'entreprises. Il est important que tout une nouvelle génération d'Afghans saisisse la chance de faire progresser le pays, de se faire une place au sein de la communauté internationale et de l'économie mondiale, d'innover et de créer de nouvelles entreprises qui généreront des emplois et apporteront la prospérité dans les décennies à venir.

M^{me} Lodhi (Pakistan) (*parle en anglais*) : Nous saluons les efforts déployés par la délégation allemande pour diriger les négociations portant sur le projet de résolution annuel relatif à l'Afghanistan (A/70/L.23), dont le Pakistan s'est porté coauteur et que l'Assemblée générale s'apprête à adopter.

Le peuple afghan subit depuis des décennies un conflit, une guerre civile, une invasion étrangère et un climat d'instabilité. Il mérite que la paix et la sécurité soient rétablies le plus rapidement possible. Le Pakistan condamne la violence et le terrorisme en Afghanistan. Rien ne saurait justifier les attaques menées contre des enfants, des femmes et des hommes sans défense. Malheureusement, le rétablissement de la paix et de la sécurité demeure un défi de taille. En effet, la situation s'est détériorée un peu plus avec l'escalade de la violence et l'augmentation importante du nombre de victimes parmi la population civile.

Les événements récents à Kunduz ont mis en relief la faiblesse des Forces de sécurité afghanes et leur dépendance continue à l'égard de la présence militaire internationale, du moins pour le court terme. Un rapport interne établi par l'Afghanistan sur le revers de Kunduz révèle certaines lacunes, notamment un manque de coordination et une défaillance des services de renseignement, qu'il conviendrait de corriger. Il serait bon que le Gouvernement afghan n'exporte pas ses faiblesses internes et qu'il cherche à y remédier résolument. Les milices, les groupes terroristes concurrents, dont Daech, la production et la contrebande de stupéfiants fragilisent un peu plus la sécurité précaire qui règne dans le pays.

Il existe deux voies pour parvenir à la paix en Afghanistan : une victoire militaire contre l'insurrection ou une paix négociée. Cela fait plus de 14 ans qu'une victoire militaire est hors de portée, et il est peu probable que l'on y parvienne dans l'avenir. Un consensus clair

prévaut au sein de la communauté internationale, à savoir qu'une paix négociée est le seul moyen susceptible de ramener la paix, la stabilité et le développement en Afghanistan. Une paix négociée et la réconciliation nationale sont essentielles pour éviter l'émergence de Daech en Afghanistan et dans la région. Mais les parties afghanes elles-mêmes semblent s'être éloignées de ce consensus international selon lequel la paix n'est possible que par la voie du dialogue et de la négociation. Une politique commune en faveur de la paix fait défaut au sein du Gouvernement d'union nationale afghan. Il doit aplanir ses divergences internes, renforcer son unité et clarifier sa position à l'égard du processus de paix.

Après l'annonce du décès du mollah Omar, les Taliban afghans sont revenus à l'option par défaut, le combat plutôt que la négociation, ce qui a entraîné une recrudescence des attaques d'insurgés. La lutte interne au sein des Taliban afghans a compliqué encore davantage le processus de paix. L'éclatement au sein des Taliban pourrait conduire à une intensification de l'insurrection, et peut-être même favoriser la montée en puissance de Daech.

Tant que les deux parties n'auront pas admis que seul un dialogue sans condition peut ramener la paix en Afghanistan, il sera difficile de relancer le processus de paix. À la demande du Président Ashraf Ghani, le Pakistan a facilité les pourparlers directs de Murree entre Kaboul et les Taliban afghans. Nous avons agi de bonne foi. Les deux parties ont décrit cette première réunion comme un début encourageant. Le processus s'est interrompu après la révélation de la mort du mollah Omar et en raison de la lutte de succession qui s'est ensuivie au sein des Taliban afghans. Le Pakistan est toujours déterminé à contribuer à la reprise d'un processus de paix conduit et contrôlé par les Afghans. Mon Premier Ministre a réitéré ce souhait au Président Ghani lors d'une rencontre, aujourd'hui, à Paris. Mais le Pakistan ne pourra agir de la sorte que lorsque le Gouvernement afghan en fera la demande officielle. Le Pakistan ne pourra pas agir non plus tant que Kaboul ne renoncera pas à son discours antipakistanaï.

On ne peut pas douter de la volonté sincère du Pakistan de rechercher la paix avec l'Afghanistan et au sein du pays. Les liens qui nous unissent sont profonds et inextricables. Hormis le peuple afghan, c'est le peuple pakistanais qui a le plus souffert de ces 35 années de guerres, de violences et de terrorisme en Afghanistan. Le Pakistan est la première victime du terrorisme. Nous avons perdu des dizaines de milliers de civils, de

femmes, d'enfants et de soldats du fait de la violence terroriste. Notre volonté d'éliminer le terrorisme de notre territoire est claire et nette. L'opération Zarb-e-Azb menée par le Pakistan constitue la campagne antiterroriste la plus vaste et la plus efficace au monde, avec la participation de plus de 180 000 membres de nos forces de sécurité. Nous ciblons tous les groupes terroristes et nous continuerons de le faire. Nous avons enregistré des progrès notables dans notre lutte pour débarrasser le pays des terroristes. Nous ne cesserons nos opérations que lorsque nos objectifs auront été atteints. Ces objectifs ne seront pleinement réalisés que lorsque les sanctuaires et les refuges des terroristes qui ont fui vers l'Afghanistan auront été éliminés. Nous ne pouvons permettre que notre peuple ou nos soldats soient la cible d'attaques transfrontalières menées à partir de refuges sûrs en Afghanistan.

Lorsque le Pakistan a lancé son opération antiterroriste dans le nord du Waziristan, nous avons appelé à une action coordonnée de la part de Kaboul afin d'empêcher que les terroristes ne fuient en direction de l'Afghanistan et ne mènent des attaques transfrontalières à partir du territoire afghan. Jusqu'à présent, nous n'avons pas bénéficié de cette coopération. De cette tribune, je réitère notre appel en faveur d'une coopération. La réciprocité n'a pas fait défaut au Pakistan, elle fait défaut à Kaboul.

Le Pakistan demande à la communauté internationale de régler le problème de plus de 3 millions de réfugiés afghans se trouvant encore au Pakistan. Nous accueillons de façon exemplaire ces réfugiés depuis plus de 30 ans. Ceux qui aujourd'hui érigent des murs en Europe contre les réfugiés en provenance de Syrie et d'autres zones de conflit ne doivent pas attendre du Pakistan qu'ils accueillent indéfiniment ces millions d'Afghans et sans le moindre appui international. La communauté mondiale doit faciliter le rapatriement et la réinstallation en toute sécurité des réfugiés afghans, premièrement, en donnant au Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés les moyens de fournir une assistance renforcée; deuxièmement, en mettant à disposition les fonds nécessaires pour le rapatriement et la réinstallation des réfugiés et, troisièmement, en encourageant le Gouvernement afghan à accorder une attention particulière, dans ses programmes de planification, aux moyens de subsistance et au logement des réfugiés de retour afin qu'ils puissent se réintégrer en Afghanistan.

La cinquième réunion ministérielle du Processus de sécurité et de coopération au cœur de l'Asie, qui se réunira à Islamabad le 9 décembre prochain et sera inaugurée par le Président afghan, Ashraf Ghani, et le Premier Ministre pakistanais, Nawaz Sharif, témoigne de la volonté de mon pays d'appuyer la paix et la stabilité en Afghanistan et dans la région. Nous espérons que cette réunion permettra de concentrer l'attention de la communauté internationale sur l'Afghanistan et de rétablir la confiance mutuelle entre les États de la région.

Le Pakistan reste attaché aux principes de la paix au service du développement et de relations de voisinage pacifiques. Nous avons pris un bon départ en rétablissant nos relations avec l'Afghanistan, l'année dernière, après l'investiture du Président Ghani. Nous sommes prêts tirer parti de cet élan positif. C'est aussi le souhait de nos peuples. Nous devons bâtir notre destin commun en tenant compte des souhaits de nos peuples.

M. Yoshikawa (Japon) (*parle en anglais*) : J'aimerais tout d'abord exprimer ma reconnaissance au Président pour avoir organisé ce débat important sur la situation en Afghanistan. Je tiens également à adresser mes sincères remerciements à l'Ambassadeur d'Allemagne, M. Harald Braun, et à ses collègues pour avoir guidé efficacement les consultations sur le projet de résolution A/70/L.23, qui sera bientôt adopté. Je tiens aussi à saisir cette occasion pour remercier le nouveau Représentant permanent de l'Afghanistan, l'Ambassadeur Mahmoud Saikal, et ses collègues pour leur rôle actif dans la réalisation d'un consensus sur le projet de résolution. Le projet de résolution contient des éléments importants, mais son libellé est très long – 23 pages et 103 paragraphes. Pour être franc, je pense qu'il devrait être plus concis l'année prochaine.

Il y a trois ans, à Tokyo, nous convenions du principe de responsabilité mutuelle entre l'Afghanistan et la communauté internationale afin de permettre à l'Afghanistan d'accéder à l'autonomie. Le 5 septembre, à Kaboul, le Cadre de responsabilité mutuelle de Tokyo a été réaffirmé avec succès par le biais du Cadre de responsabilité mutuelle en vue de l'autonomie. Je me félicite du fait que le Gouvernement d'union nationale afghan ait réaffirmé sa volonté de s'acquitter de ses responsabilités.

Le Japon a été l'un des plus ardents défenseurs de l'Afghanistan. En tant qu'ancien Représentant spécial de l'Afghanistan et du Pakistan, j'ai toujours pensé que l'Afghanistan a la capacité de devenir autonome. La communauté internationale et l'Afghanistan doivent

continuer de travailler main dans la main pour atteindre cet objectif. Tout en partageant les craintes exprimées par les préopinants à propos de la situation politique et sécuritaire en Afghanistan, j'aimerais insister sur trois points essentiels pour parvenir à l'autonomie de l'Afghanistan.

Le premier point a trait à l'importance d'un renforcement de l'agriculture, qui est une industrie essentielle pour créer des emplois et des revenus. En 2003, un médecin japonais, le docteur Tetsu Nakamura, a lancé un projet dans le désert Gamberi, dans la province de Nangarhar, qui visait à transformer le désert en une zone fertile. En utilisant une technique d'irrigation japonaise vieille de plusieurs siècles et en l'associant aux méthodes traditionnelles afghanes, ce projet de terre verte a permis de mettre en place un système d'irrigation très performant, qui a dopé la production de blé. L'augmentation de la production alimentaire a amélioré la santé des populations de la région et offert de nouvelles possibilités d'emploi. Grâce à ces nouveaux emplois, la stabilité sociale a augmenté et la criminalité a reculé de manière significative. À l'origine, ce programme extraordinaire était financé uniquement par une organisation non gouvernementale. En 2010, l'Agence japonaise de coopération internationale s'est associée à ce projet, afin de fournir une assistance technique et financière. Le Gouvernement japonais étudie aujourd'hui la possibilité d'une coopération avec le Gouvernement afghan et d'autres organisations afin de mettre en place ce système d'irrigation dans d'autres régions d'Afghanistan. Cet exemple montre clairement que l'Afghanistan est capable d'accéder à l'autonomie.

Le deuxième point concerne la coopération régionale qui, avec l'amélioration de la connectivité à l'échelle régionale, permettra de renforcer la croissance économique. Ce point a été évoqué lors de la sixième conférence sur la coopération économique régionale concernant l'Afghanistan, qui a eu lieu à Kaboul en septembre dernier. L'Afghanistan possède d'importantes ressources agricoles et minérales, mais elles ne sont pas facilement accessibles ou utilisées de manière inefficace du fait de nombreux obstacles. La vétusté des infrastructures de transport, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'Afghanistan, constitue l'un de ces obstacles. Cette année, le Japon et la Banque asiatique de développement (ADB) ont lancé plusieurs études préliminaires sur l'amélioration de la connectivité à l'échelle régionale. L'une d'entre elles a porté sur la liaison ferroviaire Torghundi-Herat, qui permettra de relier la région ouest de l'Afghanistan au

Turkménistan et, nous l'espérons, d'offrir de nouveaux débouchés économiques. L'ADB et le Japon étudient également le projet du col du Salang, emplacement clef pour la construction d'un tunnel reliant le Tadjikistan au Pakistan via l'Afghanistan. Ce projet figure parmi les projets du Programme de coopération économique régionale de l'Asie centrale. Le problème qui se pose à cet égard concerne l'absence de police des frontières. La mise en place de cette police permettrait non seulement d'augmenter considérablement l'activité économique régionale, mais aussi de lutter contre les activités illicites, telles que le trafic de drogues.

Le troisième point a trait à l'importance des ressources humaines. Le Japon a construit et réhabilité près de 1 000 écoles au cours de la décennie. Il convient de noter que, en coopération avec l'UNESCO, le Japon a mis sur pied des programmes d'alphabétisation pour plus d'un million d'Afghans depuis 2008. Par ailleurs, plus de 400 jeunes responsables gouvernementaux ont suivi des études supérieures au Japon. Les ressources humaines peuvent jeter les bases du développement économique de l'Afghanistan et de son autonomie.

Le Japon est résolu à continuer d'apporter son aide à l'Afghanistan afin que le Gouvernement afghan puisse devenir autonome et que tous les pays voisins en tirent profit. L'appui du Japon à l'Afghanistan s'inscrit dans la politique de notre pays consistant à contribuer activement à l'instauration d'une paix reposant sur le principe d'une coopération internationale. Au moment où l'Afghanistan opère une transition fondamentale vers l'autonomie, nous sommes prêts à lui apporter notre appui en coopération avec la communauté internationale.

M. Wang Min (Chine) (*parle en chinois*) : La Chine se félicite du rapport du Secrétaire général sur la situation en Afghanistan (A/70/359) et appuie l'adoption du projet de résolution A/70/L.23 dont est saisie l'Assemblée générale.

À l'heure où nous parlons, l'Afghanistan a entamé une nouvelle décennie de transformation. Sous la direction du Gouvernement d'union nationale, l'Afghanistan entreprend un nouveau voyage historique vers la restauration de l'État et le développement économique. L'Afghanistan est à un tournant décisif d'une transition sur trois fronts – politique, sécuritaire et économique – et son peuple doit faire face non seulement à la possibilité pour son pays d'accéder à la paix et au développement, mais aussi à de nombreux défis de taille. Afin de faire progresser la paix et la reconstruction et, à terme, rétablir durablement la

sécurité, l'ordre, le développement et la prospérité, les efforts incessants de l'ensemble de la société afghane et l'appui et l'assistance continus de la communauté internationale sont nécessaires. J'aimerais souligner les points suivants.

Premièrement, il est essentiel de respecter la paternité du peuple afghan. Depuis son entrée en fonction, le Gouvernement d'union nationale travaille d'arrache-pied pour maintenir la stabilité, promouvoir le développement économique et faire constamment progresser la primauté du droit, et les résultats obtenus dans ces domaines ont été positifs. En dernière analyse, c'est au peuple afghan lui-même que revient cette tâche. Ce n'est qu'en laissant la responsabilité de cette entreprise au peuple afghan que celui-ci pourra prendre son destin en main et en avoir la totale maîtrise. La communauté internationale, quant à elle, doit dûment respecter la souveraineté, l'indépendance et l'intégrité territoriale de l'Afghanistan, s'abstenir de toute ingérence dans ses affaires intérieures et accompagner le peuple afghan dans ses efforts pour renouer avec la sécurité et la stabilité.

Deuxièmement, il est essentiel d'encourager le processus de réconciliation nationale. Une réconciliation politique large et inclusive est indispensable pour que l'Afghanistan parvienne à une paix et une prospérité durables. La Chine espère que les différentes factions politiques privilégieront avant tout le renforcement de l'État et le développement, qu'elles participeront au processus de réconciliation nationale et se consulteront mutuellement sur les questions importantes pour l'instauration de la paix, de la stabilité, du développement et de la prospérité en Afghanistan. La communauté internationale doit appuyer et encourager un processus de paix et de réconciliation dirigé et contrôlé par le peuple afghan, tout en soutenant les efforts des différentes parties pour promouvoir les pourparlers de paix entre le Gouvernement afghan et les Taliban afin de réunir les conditions propices à la paix et à la prospérité de l'Afghanistan.

Troisièmement, il est essentiel d'aider le Gouvernement afghan à renforcer ses capacités. La situation difficile que connaît l'Afghanistan sur le plan de sa sécurité, du fait d'incidents de plus en plus fréquents, ne s'est pas améliorée ces derniers temps. Le Président Xi Jinping a souligné devant le Conseil des chefs d'État de l'Organisation de Shanghai pour la coopération, en juillet dernier, que pour remédier à la situation en Afghanistan, l'Organisation de Shanghai

pour la coopération devait coopérer davantage avec l'Afghanistan en matière de sécurité et renforcer les capacités des forces de sécurité afghanes. La Chine soutient les organisations régionales et internationales telles que l'Organisation de Shanghai pour la coopération afin qu'elles aident les Afghans à renforcer les capacités de leurs forces de sécurité nationales et de leur police, répondent efficacement aux nouvelles menaces à la sécurité et créent un environnement extérieur propice au développement de l'Afghanistan.

Quatrièmement, il est essentiel de favoriser l'intégration de l'Afghanistan dans la famille des nations et d'accélérer son développement. En tant qu'un des pays les plus importants le long de l'ancienne Route de la Soie, l'Afghanistan était un point de passage entre l'Asie centrale, du Sud et de l'Ouest, et disposait d'un fort potentiel de développement. L'initiative chinoise, *One Belt, One Road*, vise à promouvoir l'interconnexion entre les pays situés le long de cette route, dont l'Afghanistan, à renforcer l'articulation de leurs stratégies de développement et à réaliser leur développement multidimensionnel, autonome, équilibré et durable. Nous espérons que la communauté internationale coopérera avec la Chine et continuera d'aider l'Afghanistan à tirer parti de ses atouts en termes de géographie et de ressources et lui permettra de coopérer efficacement sur les plans régionaux et internationaux dans des domaines tels que la connectivité, l'énergie, les transports et le commerce régional afin qu'il connaisse un essor économique rapide.

Nous célébrons cette année le sixième anniversaire de l'établissement de relations diplomatiques entre la Chine et l'Afghanistan en même temps que l'année de la coopération amicale entre nos deux pays. Au début de ce mois, le Vice-Président chinois Li Yuanchao a effectué une visite en Afghanistan, au cours de laquelle un consensus important s'est dégagé avec les dirigeants afghans.

En ce qui concerne le développement économique, la Chine envisage de mettre en place des projets de coopération au niveau bilatéral et d'aider l'Afghanistan à élaborer des plans de développement des infrastructures et à renforcer sa connectivité avec les pays voisins. Sur le plan de la sécurité et de la coopération, la Chine va intensifier la coopération entre les deux pays en matière de défense et de sécurité et de lutte antiterroriste, tout en aidant l'Afghanistan à améliorer ses moyens de défense et de lutte antiterroriste. Par ailleurs, la Chine continuera d'aider l'Afghanistan à améliorer ses relations avec ses

voisins, tout en renforçant la coopération entre nos deux pays dans le cadre des mécanismes régionaux et internationaux, y compris l'Organisation de Shanghai pour la coopération.

En tant que voisin fiable et ami de l'Afghanistan, la Chine est prête à se joindre aux efforts inlassables déployés par la communauté internationale en vue de l'instauration rapide de la paix, de la stabilité et du développement en Afghanistan, afin de permettre au peuple afghan de partager équitablement les fruits de la civilisation humaine et du progrès.

M^{me} Bird (Australie) (*parle en anglais*) : Alors que nous approchons de la fin de 2015, les défis qui se posent au Gouvernement d'union nationale afghan et à ses partenaires internationaux sont plus que jamais présents, de même que les progrès accomplis par le peuple afghan sont réels.

Le Gouvernement d'union nationale, sous la direction du Président Ghani et du Chef de l'exécutif, M. Abdullah, a obtenu des résultats remarquables au cours de sa première année aux responsabilités, notamment dans la lutte contre la corruption et la relance de la croissance économique. L'approbation de l'autonomie, en septembre dernier, par le biais du Cadre de responsabilité mutuelle, a été un pas important dans la bonne direction et a clairement ouvert la voie à l'engagement des donateurs à l'égard du Gouvernement afghan. La voie qui mène vers des réformes réussies est toujours difficile à suivre, aussi appuyons-nous les efforts déployés sans relâche pour réformer le pays et assurer la sécurité du peuple afghan.

Les Forces de défense et de sécurité afghanes ont pris les devants cette année en rétablissant la sécurité en Afghanistan, tout en faisant face à des insurgés déterminés. Comme nous l'avons vu récemment à Kunduz, les dangers n'ont pas disparu. Malgré tout, les Forces de défense et de sécurité afghanes ont poursuivi leur lutte contre les insurgés et essuyé de lourdes pertes. Nous rendons hommage à tous ceux qui ont perdu la vie cette année.

L'Australie se félicite du soutien international actuel apporté au Forces de défense et de sécurité dans le cadre de la mission Soutien résolu. Nous nous sommes engagés à soutenir les Forces de défense et de sécurité afghanes en leur versant 300 millions de dollars d'ici à 2018. Nous savons que ce n'est qu'en appuyant la sécurité et la stabilité que le peuple afghan pourra renouer avec le développement et la prospérité.

Beaucoup a été accompli en Afghanistan sur le terrain des droits de l'homme, mais beaucoup reste encore à faire. L'élimination de la violence à l'encontre des femmes et le plan national d'action afghan pour les femmes, la paix et la sécurité constituent les éléments fondamentaux du programme de réformes. Nous exhortons le Gouvernement afghan à accélérer la mise en œuvre de ce programme. L'Australie fournit des abris, vient en aide à plus de 2 300 femmes et filles et dispense une formation de plus de 2 800 personnels de police et de justice afin de les sensibiliser au respect des droits des femmes.

L'Australie est préoccupée par le nombre extrêmement élevé de victimes civiles cette année. Chaque jour, neuf personnes sont tuées et 18 sont blessées. Cette situation a des conséquences désastreuses pour les familles et les communautés. Les Afghans méritent mieux.

L'Australie continuera d'apporter son soutien l'Afghanistan. Elle le fera en étroite coopération avec un Gouvernement afghan attentif et responsable.

L'Australie est heureuse de s'être portée coauteur du projet de résolution sur l'Afghanistan (A/70/L.23) et appelle de ses vœux son adoption par consensus.

M. Mukerji (Inde) (*parle en anglais*) : Je remercie le Président d'avoir organisé le présent débat de l'Assemblée générale sur la situation en Afghanistan. Je tiens à féliciter la délégation allemande pour avoir coordonné les négociations intergouvernementales qui ont conduit au parachèvement du projet de résolution annuel de l'Assemblée générale, qui devrait être adopté par consensus. Comme les années précédentes, l'Inde s'est portée coauteur de ce projet de résolution (A/70/L.23).

Nous nous réjouissons que la transition politique historique de l'Afghanistan soit en marche. Cela reflète clairement la patience, la tolérance, le courage et les aspirations démocratiques du peuple afghan. L'Inde s'enorgueillit d'être le premier partenaire stratégique de l'Afghanistan et est résolue à tout mettre en œuvre, dans la limite de ses moyens, pour coopérer avec le Gouvernement et le peuple afghans à la concrétisation de leur ambition commune. Nous partageons le souhait du peuple afghan de parvenir à un Afghanistan fort, indépendant, uni et prospère. Nous avons été heureux d'accueillir en Inde ces dernières semaines le Conseiller national pour la sécurité de l'Afghanistan et son

Vice-Ministre des affaires étrangères, pour débattre de questions d'intérêt commun.

La sécurité en Afghanistan reste notre principale préoccupation. Le dernier rapport en date du Secrétaire général (A/70/359) nous confirme dans l'idée que le terrorisme – et non l'insurrection, ni les divergences tribales, ni les rivalités ethniques – est la principale source d'insécurité et d'instabilité en Afghanistan. Le plus alarmant, c'est la révélation dans des rapports récents, y compris dans celui du Secrétaire général, d'un lien entre la violence due aux dissensions entre les terroristes et celle qui existe entre d'une part l'État islamique d'Iraq et du Levant (EIIL) et ses affiliés et d'autre part les Taliban. Tout aussi inquiétant est le paragraphe 19 du dernier rapport du Secrétaire général, où il est indiqué que les combattants qui seraient affiliés à l'EIIL semblent être pour la plupart d'anciens membres désenchantés des Taliban afghans, de Tehrik-e-Taliban Pakistan ou de groupes précédemment associés à Al-Qaida. Les récents attentats à Beyrouth, en Syrie et à Paris témoignent tous d'une montée de l'extrémisme et d'une extension du champ d'action du terrorisme. De cette tribune, nous exhortons le Conseil de sécurité à prendre des mesures d'urgence, assorties d'un calendrier précis, face à cette menace contre la paix et la sécurité internationales.

Devant la recrudescence des attentats terroristes dans différentes parties du monde et les activités terroristes en cours en Afghanistan, ma délégation estime qu'il serait particulièrement souhaitable que la communauté internationale reconsidère la façon dont s'effectuera le retrait de la présence militaire internationale en Afghanistan. Les cycles de la violence en Afghanistan sont changeants, et les terroristes non seulement cherchent à s'emparer de ce territoire, mais ils ajoutent aussi le sectarisme à une situation déjà complexe. À ce stade, il importe que le Conseil de sécurité, qui a adopté plusieurs résolutions pour lutter contre le terrorisme, qui sont contraignantes pour tous les États Membres en vertu de la Charte des Nations Unies, réfléchisse aux moyens de paralyser ces organisations terroristes. La première mesure que devrait prendre le Conseil serait de renforcer la structure du régime des sanctions du Conseil afin de mettre en œuvre efficacement les contraintes imposées aux organisations terroristes reconnues, pour qu'elles ne puissent plus bénéficier de sanctuaires et de lieux sûrs.

Nous avons pris note des différentes mesures prises par le Gouvernement afghan, sous la direction

du Président Ghani, pour lancer un processus de paix en Afghanistan. Nous avons pris note également du paragraphe 22 du rapport du Secrétaire général, où il est indiqué que les attaques qui ont eu lieu à Kaboul et l'arrivée de nouveaux dirigeants taliban, début août, ont conduit le Président Ghani à exhorter le Pakistan à prendre d'urgence des mesures contre les Taliban, afin surtout d'empêcher ces derniers d'utiliser le territoire pakistanais pour préparer leurs opérations. Le Président Ghani a également appelé à prendre des mesures efficaces et vérifiables contre le réseau Haqqani. Nous appuyons un processus de paix dirigé et contrôlé par les Afghans conformément à la Constitution afghane et aux délais internationalement acceptés.

En tant que pays en développement, nous aimerions insister sur le fait que l'Afghanistan est confronté à d'immenses défis en matière de développement et, compte tenu de la sécurité précaire qu'il connaît, il est important que l'Afghanistan dispose d'un environnement propice et politiquement stable pour croître et se développer. La communauté internationale a récemment adopté l'ambitieux Programme de développement durable à l'horizon 2030 (résolution 70/1), qui offre une plateforme pour notre combat collectif en faveur d'un monde pérenne exempt de pauvreté et de famine. Le peuple afghan doit être associé à notre engagement de mettre en œuvre le Programme 2030. À cet égard, il incombe au Conseil de sécurité la responsabilité particulière de veiller à ce que les menaces contre la paix et la sécurité internationales liées à la situation en Afghanistan soient traitées en priorité, afin que le Programme 2030 puisse être vraiment mis en œuvre en Afghanistan.

L'Afghanistan n'atteindra son plein potentiel économique que si les principaux marchés de la région, y compris ceux d'Asie du Sud Est, peuvent librement transiter par le pays. Nous regrettons que cette liberté soit refusée à l'Afghanistan. L'Inde a ouvert ses marchés à toutes les exportations afghanes et accepte de recevoir des camions afghans sur son territoire. L'Inde reste attachée à une intégration régionale plus large et appuiera toutes les initiatives régionales dans ce sens, y compris l'élargissement de l'Accord sur le commerce de transit entre l'Afghanistan et le Pakistan.

Pour terminer, l'Inde espère sincèrement que les immenses efforts consentis par le peuple afghan et par la communauté internationale depuis plus d'une décennie pour une transition pacifique réussie constitueront une base solide pour la stabilité future de l'Afghanistan.

L'Inde se tiendra en toute chose au côté du peuple et du Gouvernement afghans. Nous renouvelons notre appui aux efforts de la communauté internationale pour parvenir à un Afghanistan pacifique, prospère et stable.

M. Oyarzun Marchesi (Espagne) (*parle en espagnol*) : Tout d'abord, je tiens à adresser mes remerciements à l'Ambassadeur Saikal pour son intervention à l'occasion de sa première participation à ce débat annuel en tant que Représentant permanent de l'Afghanistan. Je lui souhaite plein succès dans l'accomplissement de sa tâche importante et l'assure de pouvoir toujours compter sur le soutien et la coopération de la délégation espagnole.

Je tiens aussi à dire combien ma délégation se réjouit que, dans les jours à venir, l'Assemblée générale s'apprête à adopter, comme elle le fait chaque année, un nouveau projet de résolution sur la situation en Afghanistan (A/70/L.23). L'adoption par consensus de ce projet de résolution doit être interprétée comme l'expression renouvelée de l'engagement de la communauté internationale tout entière, représentée dans cette Assemblée, à l'égard de l'Afghanistan, de son présent et de son futur, de ses progrès, et de l'appui qu'elle lui apporte face aux difficultés rencontrées, et qui sont aussi nos difficultés; en un mot, de l'engagement de préserver et consolider tous les acquis importants obtenus par l'Afghanistan ces 14 dernières années, avec l'aide de la communauté internationale.

L'Espagne a déjà fait part de sa volonté de se porter coauteur du projet de résolution, prouvant une fois encore son attachement et sa solidarité à l'égard de l'Afghanistan, son peuple et son Gouvernement. À cet égard, j'aimerais saisir cette occasion pour souligner les efforts de coordination déployés par la délégation allemande.

Avant de poursuivre, je tiens à préciser que l'Espagne fait sienne la déclaration prononcée par l'observateur de l'Union européenne.

Nous venons de célébrer le premier anniversaire de l'entrée en fonction d'un Gouvernement d'union nationale en Afghanistan, constitué au lendemain des élections présidentielles et parlementaires de 2014. L'Espagne salue le travail accompli au cours de cette année et, en particulier, le jalon posé par le programme de réformes fondées sur l'autonomie au travers du Cadre de responsabilité mutuelle. Nous saluons la détermination dont a fait preuve le Gouvernement afghan et nous l'encourageons à poursuivre dans cette

voie, afin notamment de créer un environnement propice à une activité économique accrue, aux investissements et à la création d'emplois, et d'améliorer la gestion économique du pays.

Dans ce contexte, je tiens à féliciter l'Afghanistan d'avoir rejoint l'Organisation mondiale du commerce, une décision qui sera approuvée officiellement lors de la dixième conférence ministérielle prévue à Nairobi du 15 au 18 décembre prochains. Cet événement constitue une étape importante dans les efforts du Gouvernement d'union nationale pour renforcer une croissance économique durable, stimuler le secteur privé, attirer les investissements, générer des recettes et faire progresser la réforme de la gestion des finances publiques.

Toutefois, le progrès économique de l'Afghanistan exige un environnement sûr. Qu'il me soit permis de rendre hommage aux Forces de défense et de sécurité afghanes pour leur courage et leur sacrifice, leur engagement et leur professionnalisme. L'Espagne continuera d'appuyer leurs efforts, comme elle l'a fait jusqu'ici, ainsi que ceux de la mission Soutien résolu, qui seconde, encadre et forme les Forces de sécurité afghanes, et ceux de la Mission de police de l'Union européenne en Afghanistan.

Ces derniers mois, nous avons été témoins d'une augmentation tragique et inacceptable des actes terroristes et des groupes d'insurgés en Afghanistan. Nous avons assisté également à la réponse déterminée des autorités afghanes et au rejet courageux par la population des actes terroristes. Les terroristes et les insurgés doivent savoir que le Gouvernement et le peuple afghans bénéficient du soutien unanime de la communauté internationale dans leurs efforts pour établir une paix durable dans le pays, faciliter la réconciliation entre tous les Afghans, resserrer leurs liens de coopération avec leurs voisins et préserver les acquis des 14 dernières années.

Dans ce contexte, et à la lumière de ce qui précède, nous tenons à rappeler le rôle fondamental joué par la coopération régionale. L'Espagne appelle au renforcement du dialogue et de la coopération entre l'Afghanistan et ses voisins dans tous les domaines, et en particulier dans les domaines liés à la sécurité et à l'économie. Nous attendons avec intérêt la conférence ministérielle d'Istanbul sur la sécurité et la coopération au cœur de l'Asie, qui aura lieu du 8 au 9 décembre prochains à Islamabad, un processus auquel participe l'Espagne en tant que pays d'appui. Nous appelons également à la poursuite des efforts visant une

réconciliation profonde et durable au sein de la société afghane grâce à un processus inclusif, qui soit également respectueux du cadre constitutionnel de l'Afghanistan, favorable aux droits de l'homme et qui mette l'accent sur la participation active du Gouvernement et du peuple afghans.

Tout en prenant acte des progrès réalisés par l'Afghanistan, l'Espagne félicite le Gouvernement d'union nationale d'avoir choisi clairement de consolider et renforcer ses acquis dans le domaine des libertés civiles et des droits de l'homme, en particulier des droits des femmes. Nous saluons aussi les efforts faits par le Gouvernement d'union nationale pour améliorer la condition des enfants afghans. Un exemple récent de la politique menée par le Gouvernement est l'adoption, en juin dernier, d'un plan d'action pour les femmes et la paix et la sécurité. Mais il reste encore beaucoup à faire. Nous encourageons le Gouvernement à poursuivre cette politique et soulignons de nouveau la volonté de l'Espagne de coopérer dans ce domaine. En outre, l'adoption récente du Plan national de lutte contre les stupéfiants pour la période 2015-2019 représente un pas important dans la lutte contre la production, le trafic et la consommation de stupéfiants en Afghanistan. Nous invitons le Gouvernement afghan à redoubler d'efforts afin de mettre en œuvre efficacement ce plan.

J'aimerais, pour terminer, réitérer l'engagement de l'Espagne à l'égard de la stabilisation et de la transformation de l'Afghanistan. Il s'agit d'un engagement indéfectible et sur le long terme. En tant que pays ami, l'Espagne partage cette aspiration à un Afghanistan prospère, démocratique et pacifique.

M^{me} Jakubonė (Lituanie) (*parle en anglais*) : Tout d'abord, je tiens à remercier la délégation allemande pour avoir facilité les négociations sur le projet de résolution sur la situation en Afghanistan (A/70/L.23). Nous attendons avec intérêt son adoption unanime.

La Lituanie souscrit à la déclaration prononcée par l'observateur de l'Union européenne.

La première année de la décennie de transformation de l'Afghanistan a été marquée par les efforts inlassables de ses dirigeants pour mettre en œuvre des réformes de fond. Le Gouvernement d'union nationale continue cependant d'être confronté à des défis majeurs. Cela nous rappelle à tous que l'Afghanistan a besoin d'une attention particulière et d'un soutien ferme de la part de la communauté internationale.

L'un des défis les plus importants consiste d'abord à créer un environnement sûr aux fins du développement de la nation. La Lituanie s'inquiète beaucoup de l'intensification des combats dans plusieurs régions du pays. Le conflit continue de faire payer un lourd tribut aux Afghans. Il y a eu davantage de civils tués cette année qu'en 2014. Les affrontements sur le terrain, les engins explosifs improvisés, les attentats-suicide et les assassinats ciblés ont entraîné une hausse du nombre de blessés et de morts. L'augmentation du nombre de femmes et d'enfants tués ou mutilés du fait de la violence liée au conflit est particulièrement inquiétante. Il faut ajouter à cette vague de violence les enlèvements et la décapitation d'hommes, de femmes et d'enfants hazaras. Les affiliés de l'État islamique d'Iraq et du Levant en Afghanistan constituent également une source de vive inquiétude.

Malgré les efforts du Président Ghani pour relancer les pourparlers de paix avec les Taliban, aucun résultat palpable n'a été enregistré. Nous demandons aux acteurs principaux de la région d'intensifier leurs efforts afin d'appuyer le processus de paix en Afghanistan. L'insécurité croissante à Kunduz et dans d'autres provinces d'Afghanistan démontre non seulement la force des Taliban, mais aussi la faiblesse des institutions gouvernementales locales. Le manque de progrès économique, la corruption et l'incompétence de certains responsables locaux sont à l'origine d'une baisse du soutien apporté au Gouvernement.

La mise en œuvre de réformes est un autre défi de taille pour le Gouvernement d'union nationale. Un large consensus s'impose pour améliorer l'état de droit, renforcer la protection des droits de l'homme, lutter contre la corruption, réformer le processus électoral et lutter contre la production et le trafic de drogues. Dans ce contexte, la nomination sans retard de gouverneurs et les progrès en matière de réforme électorale sont indispensables pour renforcer la confiance des citoyens dans leur Gouvernement et dans le processus démocratique. Étant donné que l'Afghanistan représente à lui seul 85 % de la production mondiale d'opium et 77 % de la production mondiale d'héroïne, il est impératif que le nouveau plan d'action national contre les drogues soit suffisamment efficace pour relever ce défi.

Le départ des jeunes Afghans qualifiés est un autre sujet de préoccupation. Cela entraîne une fuite croissante des cerveaux, au moment où l'Afghanistan a le plus besoin des cerveaux les meilleurs et les plus dévoués. Cela contribue également à la crise des

migrants en Europe et dans d'autres régions du monde et expose ceux qui restent à des risques supplémentaires. Nous exhortons le Gouvernement d'union nationale à mettre tout en œuvre pour créer de l'emploi et améliorer le climat des affaires dans le pays, ce qui permettrait aux Afghans de rester dans leur pays et de bâtir un avenir meilleur pour leur nation.

Si beaucoup a été fait pour promouvoir les droits de la femme, être une femme en Afghanistan reste un défi. Les violences à l'encontre des femmes et des filles continuent de s'aggraver, qu'il suffise de se rappeler le cas de Farkhunda, cette femme afghane assassinée brutalement lors d'un rassemblement à Kaboul, le 19 mars dernier. L'adoption récente du plan d'action national afghan pour les femmes et la paix et la sécurité, initiative issue de la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité, est une étape importante pour remédier à la situation difficile que connaissent les femmes afghanes. Ce plan doit être appliqué avec vigueur. Les femmes doivent pouvoir participer pleinement à chacune des étapes des processus de l'Afghanistan, notamment aux efforts de paix. Tout accord futur doit prendre en considération l'ensemble des progrès majeurs accomplis au cours de la décennie écoulée, notamment la protection renforcée des droits des femmes afghanes.

La coopération régionale est plus nécessaire que jamais pour bâtir un Afghanistan prospère et pacifique. Tous les pays voisins ont tout à gagner de la stabilité de l'Afghanistan. Les conflits d'intérêts ne mèneront à aucune solution durable.

La Lituanie reste un solide partenaire de l'Afghanistan, défend et appuie la réalisation de ses principaux objectifs. Notre soutien politique, militaire et civil à l'Afghanistan ne faiblira pas, notamment en ce qui concerne le renforcement de ses forces de sécurité et la promotion des initiatives régionales. La Lituanie reste engagée à l'égard de la mission Soutien résolu dirigée par l'OTAN et continue de participer à la Mission de police nationale de l'Union européenne. Après la flambée de violence de ces derniers temps, il est urgent de débattre d'un engagement prolongé de la communauté internationale en Afghanistan après 2016. Nous encourageons la communauté internationale à continuer d'aider et soutenir l'Afghanistan dans son difficile chemin vers la construction d'un avenir sûr et juste.

La Lituanie félicite l'ONU pour l'aide qu'elle apporte aux Afghans dans leurs efforts pour atteindre la paix et un développement durables. La présence de la

Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) a joué un rôle déterminant dans la promotion des droits de l'homme, les processus démocratiques et le développement global de l'Afghanistan. La présence sur le terrain de la MANUA, dans les régions éloignées du pays, est fondamentale pour la paix, l'autonomie et la croissance de l'Afghanistan.

Enfin, c'est aux Afghans qu'incombe la responsabilité première de l'instauration d'un Afghanistan pacifique, stable et prospère. La Lituanie se tient prête à les appuyer dans leurs efforts.

M. Van Oosterom (Pays-Bas) (*parle en anglais*) :
Je remercie le Président d'avoir organisé ce débat annuel.

Je souscris à la déclaration prononcée par l'observateur de l'Union européenne.

Je remercie également l'Ambassadeur Saikal d'Afghanistan de sa déclaration, ainsi que la délégation allemande dont les efforts ont permis de parvenir à un consensus sur le projet de résolution A/70/L.23.

J'aimerais aborder trois points. Le premier a trait aux défis en matière de sécurité et à la coopération régionale; le deuxième concerne la coopération pour le développement économique et le troisième porte sur la bonne gouvernance. On retrouvera l'intégralité de mon intervention sur Twitter.

Premièrement, s'agissant des défis en matière de sécurité et de coopération régionale, comme nous le savons tous et comme cela a été rappelé aujourd'hui, l'Afghanistan a parcouru un long chemin. Je citerai à titre d'exemple la fourniture de services en matière de santé et d'éducation, la première passation de pouvoir démocratique après les élections présidentielles de 2014, la constitution d'un Gouvernement d'union nationale et la prise en charge de sa propre sécurité depuis le début de l'année. Toutefois, les enjeux de sécurité en Afghanistan restent préoccupants. Les derniers événements de Kunduz l'ont montré, et le rapport du Secrétaire général sur l'Afghanistan (A/70/359) fait état d'une augmentation des pertes civiles et des déplacements. Le Royaume des Pays-Bas adresse ses condoléances à l'Afghanistan pour les pertes en vies humaines. Le soutien constant apporté par la communauté internationale, ainsi que par le Royaume des Pays-Bas, reste déterminant.

L'instauration d'une paix et d'une stabilité durables en Afghanistan et dans la région ne sera possible qu'au terme d'un processus régional de paix et de réconciliation. Il est important que ce processus soit

dirigé et contrôlé par les Afghans et qu'il soit appuyé par la région pour qu'une paix et une stabilité s'établissent durablement. Le Royaume des Pays-Bas espère que les pourparlers de paix pourront reprendre rapidement avec un représentant de la délégation des Talibans et, surtout, avec le soutien de l'ensemble de la région.

Dans ce contexte, le Royaume des Pays-Bas se félicite de l'évolution positive du rapprochement régional. Nous nous félicitons en particulier de la tenue récente à Kaboul de la Conférence sur la coopération économique régionale concernant l'Afghanistan, où l'on a débattu d'un renforcement de la coopération économique régionale. Nous attendons aussi avec beaucoup d'intérêt la conférence ministérielle sur la sécurité et la coopération au cœur de l'Asie, qui se tiendra la semaine prochaine à Islamabad, et espérons sincèrement que l'on progressera vers un rapprochement des pays de la région.

Deuxièmement, s'agissant de la coopération pour le développement économique, 40 % de la population afghane est au chômage, et 400 000 jeunes afghans, en moyenne, rejoignent chaque année le marché du travail. Nous nous réjouissons donc sincèrement du plan pour l'emploi présenté par le Gouvernement d'union nationale. Si l'on veut reconstruire l'Afghanistan, il est essentiel de tirer parti des ressources humaines de la jeunesse en lui offrant de nouvelles perspectives. Le Royaume des Pays-Bas restera le partenaire de l'Afghanistan par le biais de sa contribution aux programmes de reconstruction et à l'autonomisation politique et économique des femmes afghanes. Par le biais du Cadre de responsabilité mutuelle de Tokyo et du Cadre de responsabilité mutuelle en vue de l'autonomie, les donateurs ont pris des engagements, et il nous semble important que les deux parties assument leurs responsabilités respectives.

Le troisième point porte sur la bonne gouvernance. Nous estimons que le Gouvernement d'union nationale a considérablement progressé dans ce domaine en améliorant la responsabilisation et en réduisant la corruption. De plus, la Commission électorale a accompli des progrès spectaculaires en un laps de temps très court. Mais il reste encore beaucoup à faire pour que les élections futures soient justes, transparentes et ouvertes à tous. Le Royaume des Pays-Bas restera le partenaire de l'Afghanistan afin de l'accompagner dans ses efforts.

Nous nous félicitons des progrès réalisés grâce au Cadre de responsabilité mutuelle. Nous nous félicitons

en particulier de la création dans toutes les provinces d'unités chargées de poursuivre les auteurs de violences à l'encontre des femmes. La protection des droits de l'homme et l'amélioration de la situation des droits de l'homme sont essentielles pour l'édification d'un Afghanistan plus inclusif, démocratique et prospère. De nombreux Afghans œuvrent à cette fin. Récemment, la population afghane de Kunduz, dont des travailleurs humanitaires et des défenseurs des droits de l'homme, a été l'objet de menaces graves de la part des Taliban et d'autres insurgés. Un grand nombre de ces travailleurs humanitaires sont retournés à Kunduz pour poursuivre leur tâche, ce qui démontre la grande capacité de résistance du peuple afghan.

Pour terminer, les récents événements de Kunduz ont montré la nécessité pour l'Afghanistan de bénéficier d'un soutien international. L'engagement continu de la communauté internationale est indispensable pour que les réalisations d'hier ne soient pas vaines. Le Royaume des Pays-Bas, partenaire de longue date de l'Afghanistan, a contribué de manière significative à la sécurité, à la justice et au développement de ce pays. Nous restons engagés vis-à-vis de la décennie de transformation et nous procédons actuellement à une évaluation de nos contributions pour l'après-2016. Ces engagements seront pris sur la base de la participation active des Afghans. Dans un esprit de partenariat, nous donnerons la priorité à la paix, à la justice et au développement, et nous sommes résolus à accompagner l'Afghanistan et son peuple dans cet effort.

M. Çevik (Turquie) (*parle en anglais*) : Je tiens tout d'abord à remercier le Représentant permanent de l'Afghanistan pour sa déclaration. Nous nous félicitons de l'issue positive des consultations dirigées par la délégation allemande sur le projet de résolution A/70/L.23 relatif à la situation en Afghanistan. Nous ne doutons pas qu'il sera adopté par consensus dans les prochains jours. Ce projet de résolution très complet revêt beaucoup d'importance, car il met en relief les réalisations accomplies, dessine l'orientation que devront prendre les futurs efforts et les responsabilités communes de l'Afghanistan et de la communauté internationale.

Nous aurons l'occasion d'examiner les progrès réalisés sur les questions abordées dans le projet de résolution lors des prochaines réunions importantes consacrées à l'Afghanistan, telles que la cinquième conférence ministérielle du Processus d'Istanbul, du sommet de l'OTAN en 2016, qui aura lieu à Varsovie,

et de la conférence ministérielle sur l'Afghanistan, qui aura lieu à Bruxelles.

L'Afghanistan progresse sur la voie de la transformation politique, sécuritaire et économique. Les réalisations des 14 dernières années, en particulier dans les domaines de la sécurité, de la démocratie, de la gouvernance, du développement économique et des droits de l'homme méritent d'être saluées. Néanmoins, ces réalisations peuvent à tout moment être remises en cause. Bien des défis demeurent. Afin de préserver et de tirer parti de ces acquis, l'appui apporté par la communauté internationale à l'Afghanistan, dans le cadre de la décennie de transformation, revêt la plus haute importance. Nous saluons le rôle joué par la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) dans la coordination des efforts des parties prenantes internationales en Afghanistan. Nous espérons que la communauté internationale continuera d'appuyer les efforts de la MANUA.

En outre, le maintien de la sécurité et de la stabilité en Afghanistan demeure la priorité principale. La stabilité de l'Afghanistan, et par conséquent de la région, dépendra de l'amélioration de la sécurité. Les efforts déployés pour assurer le succès du processus de paix sont essentiels à l'instauration d'une paix et d'une stabilité durables dans le pays.

Nous saluons les initiatives du Gouvernement d'union nationale pour mettre en œuvre des réformes dans le domaine de la bonne gouvernance, en donnant la priorité à la lutte contre la corruption et l'état de droit. Il ne fait aucun doute que ces réformes renforceront la cohésion sociale dans l'ensemble du pays et contribueront à rétablir la confiance dans les structures de l'État. Un autre domaine dans lequel le Gouvernement afghan a lancé un processus important est celui de la réforme électorale. Nous espérons que les élections parlementaires, qui auront lieu après la mise en œuvre des réformes pertinentes, amélioreront encore le fonctionnement des institutions démocratiques.

La plupart des problèmes rencontrés par les pays de la région, tels que le terrorisme, la criminalité organisée et le commerce illicite des drogues, sont de nature transfrontalière. Une coopération étroite entre les pays de la région est indispensable pour relever ces défis. C'est pourquoi nous pensons que les plateformes multilatérales existantes devraient être utilisées plus efficacement. À cet égard, le Processus d'Istanbul demeure un modèle de coopération efficace pour

apporter des réponses concrètes aux défis actuels au cœur de l'Asie.

La Turquie continuera de soutenir le Gouvernement afghan dans ses efforts pour ramener la paix, la stabilité et la prospérité en Afghanistan, aussi longtemps que notre aide sera nécessaire. L'aide apportée par la Turquie au peuple afghan représente le programme d'aide au développement le plus complet de l'histoire de la Turquie. Dans le cadre de ce programme, la Turquie a concrétisé plus de 800 projets depuis 2004. Ce programme se poursuivra dans les années à venir, avec un engagement de 150 millions de dollars pour la période 2015-2017. Preuve de son attachement à la sécurité de l'Afghanistan, la Turquie est l'une des quatre nations cadres de la mission Soutien résolu. La Turquie poursuivra ses programmes de renforcement des capacités tant au sein de l'OTAN que sur une base bilatérale pour soutenir l'Armée nationale afghane et la Police nationale afghane. Enfin et surtout, la Turquie poursuivra sa contribution aux cadres multilatéraux de l'Afghanistan, par l'entremise du processus du sommet trilatéral Afghanistan-Pakistan-Turquie et du Processus d'Istanbul sur la sécurité et la coopération au cœur de l'Asie.

J'aimerais, pour terminer, insister sur le fait qu'un engagement sans faille de la communauté internationale renforcera l'espoir d'un avenir meilleur pour le peuple afghan. La Turquie restera toujours solidaire du peuple afghan et continuera de contribuer à l'instauration d'un Afghanistan sûr, stable et prospère.

M. Jinga (Roumanie) (*parle en anglais*) : La Roumanie fait totalement sienne la déclaration prononcée plus tôt par l'observateur de l'Union européenne (EU) au nom de ses États membres. Je tiens à rappeler la remarque finale de son intervention, à savoir que la communauté internationale reste profondément attachée au progrès à long terme de l'Afghanistan.

Je tiens également à souhaiter la bienvenue au nouveau Représentant permanent de l'Afghanistan et à lui souhaiter plein succès dans l'accomplissement de son mandat.

Le peuple afghan mérite toute notre admiration et nos félicitations pour ses réalisations, mais de nombreux défis demeurent. C'est pourquoi nous jugeons essentielle la création d'un nouvel environnement en Afghanistan qui offrirait une vie sereine, décente et pacifique au peuple afghan, qui serait propice à une stabilité durable et à la reconstruction du pays.

Depuis janvier 2002, la Roumanie a pris part aux manœuvres militaires en Afghanistan, auxquelles ont participé 22 bataillons composés d'environ 14 000 soldats. À l'heure actuelle, 615 de nos troupes sont déployées dans le cadre de la mission Soutien résolu, ce qui témoigne de notre attachement constant à la paix et à la stabilisation en Afghanistan.

Par ailleurs, il est primordial de donner aux Afghans les moyens de défendre leur pays. C'est pourquoi des forces armées roumaines participent aux missions destinées à préparer et former les nouvelles forces armées afghanes. Elles participent également aux équipes opérationnelles d'encadrement et de liaison ainsi qu'aux équipes militaires consultatives. Il convient de souligner que la Roumanie a déployé des équipes mixtes, notamment au sein de l'Unité de coopération civile et militaire et des équipes de liaison féminines, l'objectif étant de faire participer les femmes et les filles afghanes. L'utilisation de ces capacités particulières a permis une meilleure compréhension de l'environnement opérationnel et d'augmenter le niveau de confiance mutuelle.

Je signale également que depuis 2011, 300 agents de la Gendarmerie roumaine ont été envoyés en Afghanistan pour encadrer, superviser et conseiller les agents de la Police nationale afghane. Leur travail a consisté à améliorer la formation des instructeurs afghans dans les domaines de la connaissance et du maniement des armes, du commandement et de la surveillance, de la topographie militaire, de la formation médicale et pédagogique, ainsi que dans celui de la survie en milieu hostile. En moyenne, tous les six mois, plus de 4 000 policiers afghans reçoivent une formation dans chaque contingent déployé.

Actuellement, des officiers de police roumains sont déployés dans le cadre de la Mission de police de l'Union européenne en Afghanistan pour encadrer et conseiller les responsables afghans. Ils sont chargés également de la mise en œuvre de projets destinés à faciliter le processus de démocratisation et de réforme de la Police nationale afghane. Au total, ce sont 1 400 soldats roumains qui ont participé aux missions de formation et d'assistance. Notre présence a été largement saluée tant par le Gouvernement afghan que par le commandement militaire de la Force internationale d'assistance à la sécurité. Au cours de ces 12 mois de présence continue en Afghanistan, 23 militaires roumains ont perdu la vie et plus de 130 ont été blessés au combat.

De l'avis de la Roumanie, les efforts en matière de sécurité ne suffiront pas à ramener la stabilité en Afghanistan. Aussi appuyons-nous pleinement les efforts du Gouvernement afghan pour parvenir à un règlement politique et assurer la paix. Nous partageons le point de vue du Président Mohammad Ashrif Ghani Ahmadzai, à savoir que « la paix est notre exigence fondamentale, et nous y répondrons avec l'aide du peuple. »

Nous donnons également la priorité à l'édification et à la consolidation des capacités gouvernementales et administratives dans le pays. À cet égard, de 2012 à 2016, le ministre roumain de l'éducation a offert 10 bourses d'études supérieures à des étudiants afghans chaque année. En 2013 et 2014, le ministre roumain des affaires étrangères a organisé des programmes de formation pour de jeunes diplomates afghans, et en 2014 et 2015, le ministre roumain des affaires intérieures a organisé, en coopération avec le Commandement combiné pour la transition des services de sécurité en Afghanistan, des programmes de formation pour les officiers de rang supérieur du ministère afghan des affaires intérieures.

Dès que les conditions de sécurité le permettront, la Roumanie, en coopération étroite avec ses amis afghans, fournira aux autorités afghanes et aux autres parties concernées le savoir-faire et la formation nécessaires pour aider les spécialistes afghans à réaliser des projets liés aux activités minières et à l'extraction pétrolière, des domaines dans lesquels mon pays dispose d'une vaste expérience reconnue de tous.

M. Lambertini (Italie) (*parle en anglais*) : L'Italie souscrit à la déclaration prononcée par l'observateur de l'Union européenne. J'aimerais faire les remarques suivantes à titre national.

Tout d'abord, je tiens à remercier le Représentant permanent de l'Afghanistan, l'Ambassadeur Saikal, pour sa déclaration très complète. Je tiens aussi à remercier la Mission allemande pour avoir facilité l'adoption du projet de résolution annuel A/70/L.23.

L'Afghanistan a accompli des progrès importants ces 14 dernières années. Les institutions démocratiques ont été renforcées. Aujourd'hui, plus de 3 millions de filles sont scolarisées. De nombreux autres résultats positifs ont été enregistrés en ce qui concerne le développement économique et social du pays, grâce aux efforts des autorités afghanes et au soutien de la communauté internationale.

Mais le défi n'est pas totalement relevé, et il existe toujours un risque de régression. Malgré des améliorations remarquables, l'éducation des filles est toujours menacée, comme en témoigne la fermeture de plus de 200 écoles au cours du premier semestre de 2015, privant ainsi plus de 20 000 écolières afghanes d'un accès à l'éducation, selon des données récentes des Nations Unies.

La violence de groupes insurgés hostiles résolus à déstabiliser l'Afghanistan ne fait qu'empirer. Les conditions de sécurité en Afghanistan sont particulièrement préoccupantes. L'incertitude quant à l'avenir incite de plus en plus de migrants et de réfugiés à fuir le pays.

L'Italie appuie résolument le Gouvernement d'union nationale dans ses efforts pour assurer la paix, la stabilité et la prospérité de l'Afghanistan et de son peuple. Au côté de nos partenaires, nous participons activement à la mission Soutien résolu, dont l'objectif est de former, conseiller et aider les forces de sécurité et les institutions afghanes, en particulier dans la région de l'ouest de l'Afghanistan, pour leur permettre de s'acquitter plus efficacement de leur mandat et d'assurer la sécurité de l'ensemble du pays.

Néanmoins, nous savons que la stabilité à long terme de l'Afghanistan passe par une réconciliation nationale. Il nous faut par conséquent réunir les conditions propices à la mise en place d'un processus de paix sans compromettre les progrès accomplis, les valeurs de liberté et d'égalité des sexes qui constituent des droits de l'homme inaliénables. Cela exige également une coopération véritable entre tous les pays de la région. Une coopération étroite entre les principaux acteurs revêt une importance particulière et, dans ce contexte, nous espérons que l'Afghanistan et le Pakistan pourront coopérer de façon constructive. Nous espérons également que la cinquième conférence ministérielle sur la sécurité et la coopération au cœur de l'Asie, qui se tiendra à Islamabad, le 9 décembre prochain, sera l'occasion d'une telle coopération.

C'est pourquoi il est capital que l'Afghanistan procède à des réformes internes de fond. Les plans de réforme du Gouvernement et son programme mis en place, en septembre dernier, par le biais du Cadre de responsabilité mutuelle en vue de l'autonomie, sont à coup sûr un pas dans la bonne direction. Tous ces plans doivent donc être rapidement mis œuvre. Seuls des progrès concrets dans ce domaine permettront d'accroître la confiance du peuple dans les institutions

de l'État, de créer un environnement propice à l'entrepreneuriat privé et à l'investissement, de continuer à renforcer la démocratie et de conduire le pays vers l'autonomie économique.

Parallèlement, le partenariat avec la communauté internationale devra être renforcé afin de l'inciter à poursuivre son appui à l'Afghanistan, l'objectif étant la conférence de Bruxelles qui se tiendra en octobre 2016.

Dans le cadre de ce processus de réforme urgent, la priorité devra être donnée aux droits des femmes. Les engagements pris à cet égard par le Gouvernement afghan et les résultats obtenus jusqu'ici méritent d'être salués. Toutefois, la lutte contre les violences faites aux femmes et l'objectif de l'autonomisation totale des femmes au sein de la société afghane doivent être poursuivis avec la plus grande détermination, car il reste encore beaucoup à faire dans ce domaine.

M. Ružička (Slovaquie) (*parle en anglais*) : Je tiens à remercier le Représentant permanent de l'Afghanistan de sa déclaration. Nous sommes reconnaissants aux délégations qui ont participé à la rédaction du projet de résolution annuel (A/70.L.23), notamment à nos collègues allemands qui, une fois encore, ont facilité les négociations de façon admirable et professionnelle.

La Slovaquie souscrit à la déclaration prononcée par l'observateur de l'Union européenne, mais souhaite cependant faire les observations suivantes à titre national.

Il ne fait aucun doute que l'Afghanistan continue de progresser dans tous les domaines essentiels au fonctionnement de l'État, même si ces progrès sont encore fragiles. En 2015, la Slovaquie a insisté à plusieurs reprises devant le Conseil de sécurité sur le rôle déterminant joué par le Gouvernement afghan, son attachement à un avenir durable, sa responsabilité dans le maintien de l'unité nationale et sa prise de conscience des défis à relever, en particulier en matière de sécurité.

On parle souvent d'élan. Nous espérons qu'il sera possible de maintenir cet élan vers des changements positifs et de le préserver aussi longtemps que possible. Nous devons faire en sorte que cet élan débouche à long terme sur des résultats positifs et durables. Toutefois, un élan négatif existe par ailleurs, et il est sans doute beaucoup plus perceptible dans l'incidence mondiale des crises régionales. Les niveaux et les statistiques sans précédent de la migration figurent en tête de l'ordre du jour politique. L'élan négatif de cette migration se fait ressentir dans tous les pays – pays d'origine, de transit

ou de destination. Si la guerre et/ou les conflits armés semblent être la raison principale pour laquelle des gens fuient leur patrie, la situation humanitaire et économique catastrophique et le manque de perspectives d'avenir en sont aussi la cause, en particulier en ce qui concerne les jeunes et les générations productives. L'Afghanistan n'est pas en état de guerre, mais les Taliban, des groupes armés illicites et des criminels, notamment ceux qui s'adonnent au trafic de drogues et à l'exploitation illicite des ressources naturelles, continuent de menacer la sécurité et la stabilité du pays. Par son appui au projet de résolution, la Slovaquie encourage le Gouvernement afghan, avec le soutien de la communauté internationale, à continuer de relever ces défis.

L'amélioration des conditions de sécurité est une condition préalable pour prévenir le déplacement forcé de citoyens afghans. De plus, la mise en œuvre de réformes, de nouveaux débouchés et une perspective de prospérité sont indispensables si l'on veut éviter que des citoyens afghans ne choisissent de devenir des migrants. La coopération régionale, qui bénéficie de l'appui de l'ensemble de la communauté internationale, est primordiale à cet égard. C'est pourquoi la Slovaquie accueille favorablement et appuie toutes les initiatives dans ce sens. Nous espérons sincèrement que la conférence ministérielle sur la sécurité et la coopération au cœur de l'Asie, qui aura lieu à Islamabad, le 9 décembre prochain, permettra d'appuyer les efforts conjoints déployés en faveur du développement durable de l'Afghanistan.

En ce qui concerne l'aide au développement, la Slovaquie, en coopération avec le Gouvernement afghan, poursuit la mise en œuvre de sa stratégie dans trois domaines. Le premier concerne quatre aspects de l'éducation : l'entrée sur le marché du travail et l'emploi indépendant des femmes et des jeunes, l'éducation du personnel de santé, l'éducation dans le secteur de l'agriculture, et l'éducation dans le secteur de l'administration publique efficace et de la bonne gouvernance. Le deuxième domaine a trait à l'agriculture : la sécurité alimentaire et la modernisation du secteur agricole. Le troisième domaine porte sur la réforme du secteur de la sécurité, en particulier sous la forme de contributions financières aux forums des multidonateurs. L'éducation est le seul moyen de tirer parti du talent et des capacités des jeunes afghans, en particulier des générations les plus jeunes de garçons et de filles. L'agriculture est un secteur naturel et important. Autrefois, l'agriculture afghane produisait suffisamment pour sa propre consommation intérieure,

et une partie de sa production était exportée. Enfin, la réforme du secteur de la sécurité vise à fournir un cadre et un environnement sûr pour le développement économique et des connaissances.

Pour terminer, la Slovaquie continuera d'appuyer l'Afghanistan par le biais de l'assistance bilatérale et de la coopération avec d'autres parties prenantes au sein de la communauté internationale. Ici, à New York, je me réjouis à la perspective de travailler personnellement avec le Représentant permanent de l'Afghanistan, l'Ambassadeur Mahmoud Saikal, et je lui souhaite plein succès dans ses nouvelles fonctions à New York. La Slovaquie participera également aux travaux du groupe des amis dirigé par le Canada et s'associera à tous les efforts visant des solutions pacifiques et durables pour contribuer à la stabilité de l'ensemble de la région.

M. Khoshroo (République islamique d'Iran) (*parle en anglais*) : Pour la République islamique d'Iran, la prospérité et la sécurité en Afghanistan contribuent de manière importante à la paix et à la sécurité dans la région. C'est pourquoi nous appelons de nos vœux un Afghanistan pacifique et prospère dans notre voisinage, et nous mettrons tout en œuvre pour y parvenir. Nous appuyons entièrement le Gouvernement afghan et son rôle moteur en faveur de la paix et de la sécurité. Nous sommes convaincus que ce gouvernement est tout à fait à même de relever les défis qui se posent à lui dans les domaines politique et économique et en matière de sécurité. Toutes les activités menées en Afghanistan par d'autres pays doivent prendre en compte la souveraineté, l'indépendance, l'intégrité et l'unité nationale de ce pays.

La sécurité de l'Afghanistan doit être un objectif commun pour tous les acteurs régionaux et internationaux, et non un prétexte à rivalités. Face à la présence croissante de Daech et de ses affiliés en Afghanistan, les puissances régionales et internationales ont aujourd'hui une responsabilité plus grande vis-à-vis du Gouvernement d'union nationale, notamment à l'égard de sa lutte contre le terrorisme.

S'agissant de la lutte contre les stupéfiants, nous nous félicitons des initiatives prises par les pays de la région et invitons la communauté internationale à appuyer ces initiatives, en particulier l'Initiative triangulaire de coopération en matière de lutte contre les stupéfiants en Afghanistan, en Iran et au Pakistan. Par ailleurs, un engagement fort de la part des donateurs internationaux, des autorités afghanes et de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime est essentiel.

En ce qui concerne la coopération bilatérale, le renforcement de nos liens politiques et économiques avec l'Afghanistan voisin constitue pour nous une priorité. L'Iran est prêt à accroître sa coopération bilatérale avec l'Afghanistan dans différents domaines, en particulier en matière de sécurité, de lutte contre les stupéfiants, de projets de développement et de coopération économique, notamment dans le domaine du développement des infrastructures et de l'agriculture. De plus, de nombreux aspects importants de nos relations devront être explorés, je pense notamment au commerce et au transit. Une fois mis en œuvre, l'accord trilatéral sur les installations portuaires de Chabahar, conclu entre l'Inde, l'Afghanistan et l'Iran, servira de jalon non seulement pour les trois pays participants, mais aussi pour la région tout entière. En mettant en œuvre ce contrat, l'Afghanistan, pays dépourvu de littoral, aura accès à ce port stratégique en Iran. Les projets en cours de liaison ferroviaire entre l'Iran et Herat et Farah, deux grandes villes d'Afghanistan, permettront de renforcer la coopération économique entre nos deux pays.

Malgré toutes leurs difficultés économiques, qui s'expliquent par différentes raisons, qu'il s'agisse de la guerre ou de sanctions injustes, le peuple et le Gouvernement de la République islamique d'Iran partagent généreusement leurs ressources avec les réfugiés afghans depuis plus de trois décennies. Des centaines de milliers de réfugiés afghans vivent toujours en Iran. Nous aidons des dizaines de milliers d'étudiants afghans, du primaire au supérieur, en attente d'un possible rapatriement et indépendamment de leur situation juridique. Nous participons aux travaux de la commission tripartite à laquelle participent l'Iran, l'Afghanistan et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés afin de planifier le rapatriement librement consenti, sûr et graduel des réfugiés afghans et la gestion continue de la population de réfugiés en Iran. La baisse du rapatriement librement consenti ces deux dernières années montre combien il importe de pourvoir aux besoins raisonnables des réfugiés en Afghanistan afin d'inverser cette tendance. Cela souligne aussi la nécessité de mobiliser un appui international accru en vue d'améliorer les conditions de vie en Afghanistan et inciter au rapatriement.

Le système des Nations Unies est appelé à jouer un rôle important en Afghanistan. Ce rôle augmentera dans un proche avenir, étant donné la nature complexe des défis qui se posent au pays.

Enfin, je tiens à insister sur le fait que l'histoire, la langue, la géographie et la culture sont liens solides qui unissent les peuples d'Iran et d'Afghanistan. Aussi mon Gouvernement entend-il travailler étroitement avec le Gouvernement afghan et la communauté internationale afin d'améliorer le bien-être de notre cher voisin, l'Afghanistan.

M. Abdrakhmanov (Kazakhstan) (*parle en anglais*) : En tant que coauteur du projet de résolution A/70/L.23 sur la situation en Afghanistan, le Kazakhstan réitère son attachement indéfectible au renforcement de la paix, de la sécurité et du développement en Afghanistan et, par voie de conséquence, de la stabilité dans la région, au sein de laquelle l'Afghanistan occupe une place extrêmement importante. Ma délégation reconnaît le rôle de premier plan joué par l'ONU pour coordonner l'aide internationale en faveur de l'Afghanistan et veiller à la complémentarité des efforts conjoints déployés par les acteurs clefs. Ma délégation salue les efforts déployés par la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan et par l'ensemble du système des Nations Unies pour assurer la stabilité économique, le développement pacifique, l'état de droit et la bonne gouvernance en Afghanistan.

Le Gouvernement du Kazakhstan s'est toujours efforcé de contribuer à la paix, à la reconstruction et au renforcement des capacités dans le pays frère et pacifique d'Afghanistan. Il s'engage aussi à accroître sa coopération avec d'autres acteurs ainsi qu'avec le Gouvernement de ce pays afin de renforcer l'État, dans le cadre de sa contribution au progrès politique, économique et social du pays. Nous sommes intimement convaincus que le riche potentiel de l'Afghanistan, tant en ce qui concerne ses ressources humaines que naturelles, fera de ce pays un acteur clef dans la région. Aussi appelons-nous la communauté internationale à appuyer tous les efforts visant à assurer la stabilité de l'Afghanistan afin qu'il puisse attirer les investisseurs étrangers et relancer ainsi son économie.

Les menaces que font peser les Taliban et l'État islamique d'Iraq et du Levant nous font à tous obligation de renforcer notre appui aux Forces de défense et de sécurité afghanes et au Gouvernement afghan. C'est la raison pour laquelle nous avons parrainé le nouveau projet de résolution sur les engins explosifs improvisés, présenté par l'Afghanistan, car nous pensons que l'action multilatérale ne peut être renforcée que par la mise en œuvre de toutes les résolutions du Conseil de sécurité et

de l'Assemblée générale ainsi que des recommandations des grandes conférences sur l'Afghanistan.

La production et le trafic de drogues étant une source de financement pour le terrorisme, la lutte contre le trafic de drogues s'avérera efficace non seulement grâce à l'amélioration de la coopération entre les services chargés de l'application des lois, mais aussi en offrant des perspectives de marché, par le biais notamment de l'achat de drogues d'origine afghane par des organisations internationales à des fins médicales.

Malheureusement, l'Islam n'est pas toujours perçu comme il faudrait. Afin de remédier à cela et dissiper la méfiance et la haine, le Président du Kazakhstan, Nursultan Nazarbayev, a prévu de convoquer, dans les meilleurs délais, un forum de haut niveau des Nations Unies sur le thème « Islam contre terrorisme ». Nous invitons les États Membres à soutenir cette initiative en faisant front commun contre la nature destructrice du radicalisme et de l'extrémisme violent.

Le Kazakhstan a été l'un des premiers à appuyer le Réseau de Distribution Nord, la nouvelle initiative Route de la soie, la Ceinture économique de la Route de la soie, mise en œuvre dans le cadre du Programme de coopération économique régionale d'Asie centrale de la Banque asiatique de développement, afin d'offrir un meilleur accès aux investisseurs étrangers en Afghanistan et de créer des conditions extérieures favorables à la croissance économique. Sur le plan bilatéral, nous fournissons une aide humanitaire et une assistance technique à ce pays, et avons mis en place à l'intention de milliers d'étudiants afghans un programme de bourses d'études, afin qu'ils puissent étudier la médecine, l'ingénierie et l'administration publique dans les universités du Kazakhstan. Nous avons créé l'Agence du Kazakhstan pour le développement international, afin de donner la priorité à l'aide au développement en faveur de l'Afghanistan et des pays d'Asie centrale. Par ailleurs, le Kazakhstan a établi la feuille de route Nurly Zhol, dont l'objectif est d'intégrer l'économie de notre pays dans les projets internationaux de développement de l'infrastructure, dans lesquels l'Afghanistan joue également un rôle particulièrement important. Le 26 novembre dernier, le Président afghan, S. E. M. Mohammad Ashraf Ghani, a effectué une visite officielle au Kazakhstan, durant laquelle les dirigeants des deux États ont signé plusieurs accords bilatéraux très importants en faveur d'une aide économique renforcée à l'Afghanistan.

Afin d'unir les efforts mondiaux dans la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent en Afghanistan, au Moyen-Orient et dans le monde entier, le Président du Kazakhstan a proposé la création d'une coalition antiterroriste dirigée par l'Organisation des Nations Unies et de mettre en place des mécanismes supplémentaires, dont la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies, qui a un caractère juridiquement contraignant conformément aux résolutions pertinentes adoptées par le Conseil de sécurité. Nous sommes d'avis également que la création d'un réseau mondial unifié dirigé par l'ONU pour lutter contre le terrorisme international et l'extrémisme, marquant l'aboutissement du plan d'action global du Secrétaire général pour lutter contre le terrorisme, permettrait de réduire cette menace.

Nous devons passer de la prévention des conflits et du relèvement post-conflit à une nouvelle stratégie de développement qui aurait pour effet d'éliminer ou de réduire considérablement la menace de guerre ou de conflit. C'est pourquoi nous proposons de lancer une nouvelle tendance en matière de développement mondial, intitulée « Initiative stratégique mondiale 2045 ».

Enfin, je voudrais réaffirmer l'appui sans faille du Kazakhstan à l'Afghanistan dans son cheminement vers la stabilité et la sécurité, un développement économique durable et la prospérité.

M. Al-Buainain (Qatar) (*parle en arabe*) :
Monsieur le Président, je voudrais tout d'abord vous remercier ainsi que le Secrétaire général des efforts faits pour préparer le rapport A/70/359.

L'Assemblée générale est réunie aujourd'hui pour procéder à l'examen de la situation en Afghanistan, lequel a accompli, ces dix dernières années, d'énormes progrès dans les domaines politique, de la sécurité et du développement, ce dont il faut se féliciter. Il n'en demeure pas moins que le pays se trouve toujours à un tournant historique eu égard aux nombreux défis auxquels il est confronté, ce qui nécessite que les Afghans unissent leurs forces et que la communauté internationale renforce son appui à la paix, à la stabilité et au développement du peuple afghan. Le développement, la reconstruction et le rétablissement de la stabilité sociale et économique passent d'abord par le rétablissement de la paix et de la stabilité. L'Afghanistan, qui ne fait pas exception à cette règle, doit faire preuve de davantage de vigilance, améliorer la situation, fragile sur le plan de la sécurité, et lutter contre le terrorisme et le phénomène des

combattants terroristes étrangers. Relever ces défis permettra de contribuer à la paix et à la stabilité.

Une année s'est écoulée depuis la formation du Gouvernement d'union nationale et nous nous félicitons à cette occasion des progrès enregistrés dans le cadre du processus de transition politique ainsi que des efforts que déploie le Gouvernement pour concrétiser le programme de réformes engagé dans le domaine de la bonne gouvernance, de la primauté du droit, de la protection des droits de l'homme et de la lutte contre la corruption, en sus de la réforme du système électoral. Il est essentiel aussi de garantir et de préserver la cohésion entre les différentes couches de la société afghanes et les forces politiques ainsi que de renforcer le processus de paix et la réconciliation nationale. L'État du Qatar appuie la poursuite des efforts visant à soutenir ce processus aux fins du règlement de toutes les questions en suspens par le dialogue et la voie pacifique.

Nous nous félicitons du rôle important joué par l'Organisation des Nations Unies à l'appui du processus de transition en Afghanistan. Nous soulignons aussi qu'il importe que la communauté internationale continue d'appuyer l'Afghanistan durant la Décennie de transformation 2015-2024 ainsi que de soutenir l'action menée par le Gouvernement afghan pour poursuivre les réformes, renforcer les capacités en matière de développement durable, aider au retour des réfugiés, renforcer le secteur de la sécurité et lutter contre le trafic de stupéfiants, problème qui ne représente pas seulement une menace pour l'Afghanistan, mais aussi pour le monde entier.

Pour sa part, l'État du Qatar travaille la main dans la main avec ses partenaires internationaux dans le but de jouer un rôle réellement positif et constructif et d'aider le Gouvernement afghan à relever les défis, gérer les crises et rétablir la stabilité, la paix et la prospérité. Le Gouvernement qatarien a fourni une aide à l'Afghanistan sur le plan humanitaire et de l'éducation. Le Croissant-Rouge qatarien a également ouvert un bureau à Kaboul l'année dernière et aidé à fournir les secours d'urgence aux victimes du séisme qui a frappé l'Afghanistan dernièrement. Il a en outre mis en œuvre le projet « Warm Winter » visant à abriter les familles nécessiteuses des rigueurs de l'hiver, ce qui vient s'ajouter aux efforts déployés pour apporter son concours à la fourniture d'eau et de services d'assainissement à près de 15 000 personnes et à l'envoi d'unités sanitaires dans les villages isolés, dont 250 000 habitants ont ainsi pu bénéficier. Il met en œuvre aussi des projets de

réduction des risques de catastrophes en formant à cet effet des bénévoles locaux à faire face aux conséquences des séismes, ce qui permet de réduire le nombre de victimes de bousculades lors des séismes. L'État du Qatar continuera, en coopération avec la communauté internationale, à apporter son appui à l'Afghanistan dans ses efforts pour rétablir la paix, stabiliser solidement le pays et le conduire à la prospérité.

M. Van Bohemen (Nouvelle-Zélande) (*parle en anglais*) : La Nouvelle-Zélande attend avec intérêt l'adoption du projet de résolution sur la situation en Afghanistan (A/70/L.23), que nous coparrainons. Nous espérons qu'il sera adopté cette semaine. Il traduit les progrès enregistrés et reconnaît les défis que doit relever l'Afghanistan.

Comme tout un chacun ici, la Nouvelle-Zélande veut voir l'Afghanistan réussir. Comme d'autres, également, nous avons beaucoup investi dans l'avenir de l'Afghanistan. Nous nous sommes consacré 10 ans d'efforts au renforcement des capacités en matière de sécurité et de gouvernance à Bamiyan et, en coopération avec d'autres, dans la mise en place à Bamiyan d'infrastructures et de capacités de production. Nous avons aidé à la formation des Forces nationales de défense et de sécurité afghanes, tant à Bamiyan qu'à Kaboul. Nous poursuivons cet effort dans le cadre de l'École de formation des officiers de l'Armée nationale afghane.

Présentement, nous présidons aussi le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1988 (2011) et le Comité du Conseil de sécurité faisant suite aux résolutions 1267 (1999) et 1989 (2011) concernant Al-Qaïda et les personnes et entités qui lui sont associées. À ce titre, nous cherchons à établir des liens plus solides entre le Conseil de sécurité et le Gouvernement afghan afin de veiller à ce que les régimes de sanctions répriment le terrorisme tout en soutenant les efforts que fait le Gouvernement en vue de la réconciliation.

Il importe de prendre note de l'évolution positive de la situation au cours de l'année écoulée, notamment les progrès faits dans la mise en place des institutions publiques, la tenue en juillet de pourparlers directs entre le Gouvernement afghan et les Taliban, et le maintien effectif de la paix et de la sécurité dans d'importantes parties du pays. Nous saluons aussi le courage des Forces nationales de défense et de sécurité afghanes et le succès qu'elles ont obtenu dans leur effort de maintien de la paix dans le pays à la suite du retrait des forces internationales. Toutefois, nous savons tous qu'il reste encore beaucoup à faire et de nombreux défis à relever.

Au niveau gouvernemental, d'autres nominations doivent intervenir à des postes clefs tels que ceux de ministre de la défense et de procureur général. Il n'est pas crédible que des postes de cette importance restent non pourvus, alors, en particulier, que les Taliban continuent de combattre le Gouvernement afghan tout en participant aux pourparlers de paix au plus bas niveau. En attendant, la criminalité organisée continue de mettre à mal l'économie et la stabilité de l'Afghanistan, et ce, pour l'essentiel, en dépit des efforts déployés par le Gouvernement. Cela dit, il est malheureusement vrai que la complicité et la corruption de certains hauts responsables de l'État expliquent aussi en partie pourquoi le commerce illégal continue de prospérer.

La communauté internationale a investi d'énormes ressources en Afghanistan ces 14 dernières années en vainquant Al-Qaïda et en faisant reculer les Taliban, en rétablissant la sécurité et les infrastructures dans une grande partie du pays et en appuyant financièrement le Gouvernement afghan, ainsi qu'en investissant dans des projets de développement à petite, moyenne et grande échelles. Nous savons que ces efforts doivent se poursuivre, mais la communauté internationale ne peut aller plus loin sans la coopération active du Gouvernement afghan. Cela vaut aussi pour les voisins de l'Afghanistan. Tant que l'Afghanistan restera instable, ils auront des problèmes de sécurité à leurs frontières. Nous demandons instamment à tous les voisins de l'Afghanistan, par conséquent, d'œuvrer avec le Gouvernement afghan au renforcement de la sécurité en Afghanistan et dans toute la région.

Nous sommes au courant des complications de ces derniers mois, dont l'offensive menée à Kunduz, la révélation de la mort du mollah Omar, la suspension effective des pourparlers de paix avec les Taliban depuis juillet et la présence accrue de groupes affiliés à l'État islamique d'Iraq et du Levant en Afghanistan. Les incidences à moyen et long termes de ces problèmes ne sont pas encore claires. Toutefois, nous pouvons être certains qu'elles requièrent une attention et une vigilance continues du Gouvernement afghan, des pays de la région et de l'ensemble de la communauté internationale.

Alors que les combats en Afghanistan se calment avec l'arrivée de l'hiver, nous devons réfléchir à la manière dont l'Afghanistan, avec l'appui de la communauté internationale, doit utiliser les outils à sa disposition pour relever ces défis. Il se peut que les sanctions puissent être utilisées aussi pour cibler ceux qui ne répondent pas aux appels à déposer les armes

et ceux qui alimentent l'instabilité par le trafic de stupéfiants et la contrebande de ressources naturelles. Nous devons renforcer les pressions contre l'accès aux composants entrant dans la fabrication d'engins explosifs improvisés, qui sont la cause de bien des attaques dévastatrices contre les civils et les Forces nationales de défense et de sécurité afghanes. Ces questions et d'autres doivent être examinées dans le cadre de consultations avec le Gouvernement afghan.

M^{me} Mammadova (Azerbaïdjan) (*parle en anglais*) : Je remercie le Président de l'Assemblée générale d'avoir organisé le présent débat sur la situation en Afghanistan. Nous remercions également la délégation allemande d'avoir mené les consultations relatives au projet de résolution (A/70/L.23), et espérons qu'il sera adopté.

L'Azerbaïdjan réaffirme son appui à la paix et à la réconciliation en Afghanistan. Nous apprécions à leur juste valeur le travail considérable réalisé par le Gouvernement d'unité nationale afghan et ses efforts visant à régler des problèmes complexes d'ordre politique, économique et sécuritaire. Au moment où le pays entame la Décennie de la transformation, nous saluons les progrès qu'il a accomplis jusque-là dans des domaines prioritaires clefs, et nous l'encourageons à continuer de mettre en œuvre son programme de réforme et de développement.

Nous sommes préoccupés par les difficultés inhérentes aux conditions de sécurité dans le pays compte tenu de l'expansion du conflit et de l'escalade de la violence. Nous souscrivons pleinement à l'avis du Secrétaire général selon lequel les opérations militaires doivent être conduites dans le respect du droit international des droits de l'homme.

Les importants déplacements de population à l'intérieur du pays compliquent davantage la situation humanitaire. Nous saluons le travail que réalisent les acteurs humanitaires et nous sommes conscients qu'ils doivent jouer un rôle accru s'agissant d'apporter une aide en temps voulu aux populations touchées.

Les Forces nationales de sécurité afghanes jouent un rôle de plus en plus important dans la lutte contre les menaces liées à la sécurité, et l'Azerbaïdjan salue leur détermination à assurer la sécurité et la sûreté dans leur pays. Nous nous félicitons de l'appui dont elles bénéficient. L'appui international aux Forces nationales de sécurité afghanes est plus que jamais essentiel car elles doivent de plus en plus faire face à

des réseaux au sein desquels sont associés des insurgés et des terroristes internationaux. Il faut donc redoubler d'efforts pour promouvoir un processus de paix ouvert à tous et un dialogue qui soit conduit et contrôlé par les Afghans afin de favoriser la réconciliation aux niveaux local et national.

L'assistance régionale et internationale est indispensable pour que l'Afghanistan puisse atteindre son objectif de paix, de stabilité et de prospérité. Il est essentiel d'appuyer le développement économique de l'Afghanistan durant la Décennie de la transformation (2015-2024) afin de maintenir les bons résultats obtenus grâce aux efforts de stabilisation entrepris dans le pays. À cet égard, nous attendons avec intérêt la prochaine Conférence ministérielle de suivi de la Conférence sur la sécurité et la coopération au cœur de l'Asie, qui aura lieu à Islamabad. De son côté, l'Azerbaïdjan reste déterminé à appuyer la stabilisation de l'Afghanistan, comme il le fait depuis 2001 quand il a commencé à participer aux efforts internationaux, par des contributions militaires et non militaires. Depuis lors, l'Azerbaïdjan a annoncé que son espace aérien était ouvert aux opérations menées en Afghanistan. Des routes et des voies ferroviaires et maritimes ont également été utilisées pour transporter des cargaisons à des fins opérationnelles et de construction. En 2012, 35 % des cargaisons non militaires ont été acheminées via l'Azerbaïdjan. La même année, 6 000 vols ont traversé l'espace aérien azerbaïdjanais.

L'Azerbaïdjan a commencé à participer aux opérations de la Force internationale d'assistance à la sécurité en 2002 et a maintenu une présence jusqu'au bout, en augmentant considérablement sa contribution militaire. L'Azerbaïdjan a repris ses efforts militaires au même niveau dans le cadre de la mission Soutien résolu. Actuellement, les cargaisons pour cette mission sont acheminées via l'espace aérien et les infrastructures de transport non aérien de l'Azerbaïdjan. Nous contribuons à cette mission en fournissant un contingent de 90 personnes, y compris deux médecins et deux ingénieurs. Nous fournissons également une formation à des représentants des Forces nationales de sécurité afghanes et leur apportons une aide financière. En 2012 notamment, l'Azerbaïdjan a affecté 1 million d'euros à l'appui de ces Forces. Nous nous sommes engagés à verser 1 million d'euros supplémentaires entre 2015 et 2017. Depuis 2014, en partenariat avec l'OTAN, l'Azerbaïdjan propose une formation annuelle à l'intention des responsables militaires et civils afghans, à Bakou.

Nous avons beaucoup à offrir s'agissant d'appuyer le développement économique de l'Afghanistan et son intégration dans l'économie régionale et mondiale. Notre bilan en matière de promotion de la coopération régionale est solide. Nous avons également obtenu des résultats concrets pour ce qui est du développement de l'infrastructure transrégionale grâce à des capacités s'appuyant sur différents modèles le long des axes est-ouest et nord-sud. Le nouveau port de commerce maritime international de Bakou, et la nouvelle ligne ferroviaire reliant Bakou, Tbilissi et Kars contribueront de manière considérable à la mise en place d'un nouveau couloir de transport s'étendant de la Chine à l'Europe, tout en facilitant l'accès de l'Afghanistan aux marchés européens.

Mon pays a également lancé l'autoroute de l'information transeurasienne afin de fournir à bas coûts une connectivité à large bande fiable aux pays de la région d'Asie centrale, y compris l'Afghanistan. De plus, l'Académie azerbaïdjanaise de diplomatie et le Centre de politique de sécurité de Genève ont établi une expertise commune et organisent depuis 2012 en Azerbaïdjan des sessions de formation annuelles pour les fonctionnaires afghans. L'Azerbaïdjan réaffirme son appui à la souveraineté, l'intégrité territoriale et l'unité de l'Afghanistan, et est déterminé à continuer de coopérer avec le Gouvernement d'unité nationale.

Enfin, je tiens à remercier le personnel de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan se trouvant sur place ainsi que les représentants spéciaux des Nations Unies pour le dévouement avec lequel ils appuient la paix et la stabilité en Afghanistan.

M. Sareer (Maldives) (*parle en anglais*) : Ma délégation remercie le Secrétaire général de son rapport détaillé (A/70/359) sur la situation en Afghanistan, présenté à la présente session.

Les Maldives gardent espoir en observant la détermination avec laquelle l'Afghanistan va de l'avant, en dépit des énormes difficultés auxquelles il doit faire face. La situation géographique de l'Afghanistan place ce pays au cœur de la région, pour ce qui est de son importance géostratégique. Le rôle joué par des acteurs non étatiques dans la dynamique interne du pays complique de plus en plus une situation déjà difficile. Les Maldives jugent encourageants les efforts qui sont déployés par le Gouvernement afghan pour maintenir la paix et la sécurité. Nous nous félicitons que les Forces nationales de sécurité et de défense afghanes assument l'entière responsabilité des activités liées à la sécurité.

En tant que partenaire régional, les Maldives restent solidaires du peuple et du Gouvernement afghans dans leurs efforts visant à préserver la paix et l'harmonie dans le pays.

Les Maldives sont encouragées par l'évolution positive de la situation politique en Afghanistan qui a conduit les représentants du Gouvernement afghan et des Taliban à prendre part à des pourparlers officiels, les premiers de ce type depuis de nombreuses années. Ces faits positifs démontrent que le Gouvernement afghan et les autres parties concernées veulent aller de l'avant. Les Maldives espèrent que la poursuite de ce dialogue renforcé ouvrira la voie à la mise en place d'un mécanisme visant la cessation de toutes les hostilités et à une stratégie de développement du pays axée sur les personnes. Les Maldives demeurent toutefois préoccupées par les atteintes à la sécurité qui se poursuivent dans tout le pays. Ma délégation reste encore plus alarmée par le fait que les civils continuent de faire les frais de ces affrontements armés, le nombre de victimes et de déplacés étant en conséquence considérable parmi les civils afghans. Cela est particulièrement inquiétant, compte tenu du nombre accru d'enfants victimes et de la multiplication des attaques contre des écoles, comme indiqué dans le rapport du Secrétaire général.

Les larges efforts faits par le Gouvernement afghan pour un développement qui profite à tous et la reconnaissance du rôle des femmes dans la société représentent des mesures importantes prises dans le cadre de son programme de réforme. Nous prenons également acte des efforts déployés pour promouvoir l'état de droit et le principe de responsabilité et lutter contre la corruption dans le pays. Les initiatives positives telles que les plans de 100 jours présentés par tous les ministères – à l'exception du Ministère de la défense – et les institutions de l'exécutif qui proposent des programmes et politiques visant une efficacité et une décentralisation accrue démontrent la volonté du Gouvernement afghan de mener à bien les réformes.

Les Maldives saluent les efforts actuels du Gouvernement afghan en faveur de la coopération régionale, y compris son rôle au sein de l'Association sud-asiatique de coopération régionale. Nous sommes également encouragés par les échanges réguliers entre l'Afghanistan et les partenaires régionaux et sa participation active à différentes conférences de haut niveau visant à s'attaquer à des problèmes de sécurité collective. Les Maldives considèrent que

ces coopération et dialogue au niveau régional sont nécessaires pour renforcer la paix, la stabilité et la coopération économique dans la région.

Seuls les Afghans peuvent être créer un avenir meilleur pour leur pays. La transformation démocratique et économique et la stabilité que le peuple afghan mérite ne peuvent être assurées qu'avec l'appui continu de la communauté internationale. Ma délégation réitère l'appel lancé à tous les membres afin qu'ils appuient la quête de paix et de prospérité de l'Afghanistan.

M. Alshamsi (Émirats arabes unis) (*parle en arabe*) : Je tiens tout d'abord, au nom du Gouvernement et du peuple émiriens, à présenter mes sincères condoléances au Gouvernement et au peuple afghans ainsi qu'aux familles des victimes du terrible séisme qui a frappé ce pays en octobre.

Les Émirats arabes unis renouvellent leur appui au projet de résolution A/70/L.23, sur la situation en Afghanistan. Nous avons parrainé ce projet de résolution car nous sommes convaincus qu'il faut soutenir l'Afghanistan et son peuple pour qu'ils réalisent la paix, la stabilité et la prospérité. Les Émirats arabes unis réitèrent qu'il importe que l'ensemble de la communauté internationale appuie l'Afghanistan et se tienne à ses côtés. Il faut honorer les résultats des précédentes conférences internationales, et nous attendons avec intérêt de participer à la conférence ministérielle sur l'Afghanistan qui se tiendra à Bruxelles en 2016.

Les Émirats arabes unis tiennent à souligner les progrès accomplis sur le plan politique, en particulier en ce qui concerne les élections et l'accord relatif aux pouvoirs exécutifs. Je félicite l'ONU et la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan du rôle qu'elles jouent dans la mise en œuvre de la résolution 2210 (2015) du Conseil de sécurité. Leurs efforts visent à garantir la cohésion et la coordination internationale, notamment en ce qui concerne le processus politique. Nous saluons également la détermination du Pakistan à améliorer ses relations bilatérales avec l'Afghanistan, en particulier en matière de lutte contre le terrorisme, de promotion de la coopération économique et de mise en œuvre du processus de réconciliation dans le pays. Les Émirats arabes unis réitèrent l'importance que revêt la poursuite du processus politique sous les auspices des Forces nationales de sécurité et de défense afghanes. Le maintien de la stabilité permettra d'avancer dans la voie de la prospérité économique et sociale, de la sécurité et de la stabilité.

Nous continuons de fournir une assistance à l'Afghanistan dans les domaines humanitaire et du développement. En particulier, par l'intermédiaire du comité permanent pour l'aide humanitaire et au développement en Afghanistan, nous fournissons une aide aux orphelins, aux enfants de tous âges et aux personnes ayant des besoins particuliers. Par exemple, la Fondation Khalifa bin Zayed Al Nahyan a participé à un projet humanitaire fournissant de la nourriture aux enfants et aux femmes enceintes. Ce projet a été loué par le Ministère afghan de la santé. Dans le cadre de la campagne de vaccination des enfants menée en partenariat avec la Fondation Bill et Melinda Gates, 33 millions de dollars ont été alloués à un projet visant à éliminer la polio d'ici à 2018.

Les Émirats arabes unis ont également mobilisé 25,8 millions de dollars en faveur des opérations de déminage dans la région de Kandahar. Ces efforts ont permis de déminer 45 % des zones dangereuses à Kandahar, ce qui permet de cultiver la terre et de construire des logements pour les réfugiés qui retournent au pays. Les Émirats arabes unis contribuent donc largement à la prospérité de l'Afghanistan. Nous espérons que l'Afghanistan sera complètement déminé d'ici à 2023. Cet objectif est réalisable. Cela exige cependant que nous maintenions la tendance en joignant nos efforts à ceux des pays donateurs pour faire avancer ce processus.

Nous appuyons également l'éducation en Afghanistan, et nous promovons l'accès des orphelins à l'éducation. Nous fournissons un appui à la région de Kandahar et faisons en sorte que de jeunes Afghans soient admis à l'université. Nous fournissons une assistance au peuple afghan en coopérant avec divers États Membres et organismes pour que le peuple afghan bénéficie à long terme du renforcement des capacités et de la prospérité économique.

Les Émirats arabes unis soulignent le rôle que jouent les femmes en vue de garantir la paix et la stabilité, et ils promeuvent l'application de la résolution 1325 (2000)

du Conseil de sécurité et des résolutions ultérieures sur les femmes et la paix et la sécurité. Nous estimons que les femmes afghanes jouent un rôle clef dans la société afghane, et nous tenons à souligner les progrès réalisés à cet égard. Les femmes afghanes ont représenté 38 % des électeurs lors des dernières élections. Nous collaborons également avec nos partenaires à la mise en œuvre, sous les auspices de S. M. la Cheika Fatima bint Mubarak Al Ketbi, d'une vaste initiative de tissage de tapis qui emploie 4 000 travailleurs, dont 70 % de femmes. Nous estimons que cette initiative aidera les femmes des zones rurales, leur permettra de travailler de chez elles et d'avoir accès aux soins de santé dans le contexte de la stratégie nationale de développement durable.

Les Émirats arabes unis réitèrent leur détermination à lutter contre le terrorisme et l'extrémisme. Nous estimons que ces problèmes ont des incidences néfastes sur la société afghane, et nous continuons de coordonner nos efforts de lutte antiterroriste avec ceux de nos partenaires au sein du Forum mondial de lutte contre le terrorisme. Par ailleurs, nous accueillons le Centre international d'excellence pour la lutte contre l'extrémisme violent à Abou Dhabi. Nous contribuons également à sensibiliser la société aux questions de religion et à enseigner une vision modérée de l'islam. À cette fin, les Émirats arabes unis ont mobilisé 20 millions de dollars pour fournir une assistance à des religieux afghans qui enseignent l'islam sur la base de la modération, de la tolérance et du respect des femmes.

Pour finir, nous appuyons les efforts que déploie le peuple afghan dans le contexte des pourparlers en cours et du processus de dialogue et de réconciliation, et nous réitérons notre volonté de coopérer avec ce pays.

La séance est levée à 12 h 40.